ISSN 0024-7650

M 6189 - 1087 - 8,00 F
3796189008001 10870

1 000 F PAR MOIS, CELA MANQUE A TOUS ET PAS SEULEMENT EN CORSE !

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 087 - 1er avril 1989 - prix : 8 F

élections en URSS :

UN AVERTISSEMENT POUR LES BUREAUCRATES

Élections en URSS,

UN AVERTISSEMENT POUR LES BUREAUCRATES !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Pour la première fois dans des élections en URSS, les électeurs ont eu le choix, dimanche 26 mars, entre deux ou plusieurs candidats. Cela a fait de ces élections un événement politique. D'autant plus que les électeurs ont profité de cette très relative liberté retrouvée pour choisir, justement, les candidats qui semblaient les moins officiels. Et ils ont ainsi donné une gifle publique à l'appareil qui, depuis des dizaines d'années, désigne les responsable et délivre les investitures sans aucun contrôle de la population.

Qu'aujourd'hui, ce retour formel à des méthodes qui se rapprochent du parlementarisme occidental paraisse en URSS une pratique démocratique sans précédent, cela en dit long sur le régime stalinien qui a succédé à celui de la période révolutionnaire et sur le recul qu'il a représenté. Car la révolution russe de 1917 avait vu la classe ouvrière accéder au pouvoir et donner naissance, avec le régime soviétique, à un régime infiniment plus démocratique que celui des plus démocratiques des républiques bourgeoises.

C'est le stalinisme qui a transformé l'URSS en une dictature féroce, en un système politique et social oppressif n'ayant rien à voir avec le communisme auquel aspiraient les révolutionnaires de 1917. Les bureaucrates au pouvoir ont bien continué à se servir de ce mot en le vidant de son sens, mais leur seul programme était en fait la défense de leurs propres intérêts matériels, de leurs privilèges et de leur mainmise sur la société. Et ce n'est pas dans les idées communistes qu'ils puisaient leur inspiration et l'arsenal de leurs méthodes de gouvernement : c'était plutôt du côté des pires dictatures bourgeoises, comme le Tiers Monde en a tant connu, voire même du côté du fascisme, cette forme particulièrement féroce de dictature qu'ont connue les pays industrialisés occidentaux eux-mêmes.

★ ★ ★

Aujourd'hui les dirigeants occidentaux se réjouissent d'autant plus de la «démocratisation» qui a lieu en URSS que ce sont leurs propres régimes parlementaires qui font figure de modèles. Le fait qu'il s'agisse d'une démocratisation bien limitée, dans laquelle les électeurs soviétiques n'avaient de toute façon le choix qu'entre des candidats dûment sélectionnés, ne les gêne guère. Dans les pays occidentaux, les candidats sont bien sélectionnés par l'argent, alors pourquoi pas en URSS par l'appareil au pouvoir ?

Les Bush, les Mitterrand ou les Thatcher sont d'autant plus prêts à s'accommoder de cette «démocratisation»-là que leurs prédécesseurs se sont eux-mêmes en fait très bien accommodés de la dictature de Staline ou de celle de ses successeurs, dans la mesure où elles étaient justement la négation de la révolution. Car ce qui les intéresse n'est pas de savoir si la population soviétique a désormais réellement les moyens de s'exprimer ; c'est que ce qui s'exprime dans ces élections, dans les discours de bien des opposants mais aussi et surtout, pour commencer, dans les discours de Gorbatchev lui-même, c'est l'idée de prendre modèle sur l'Occident et de s'inspirer de la société capitaliste. C'est pourquoi Gorbatchev a tant les faveurs de la presse occidentale, et encore plus Eltsine, le bureaucrate qui a réussi à se donner une figure d'opposant en s'affirmant plus gorbatchevien que Gorbatchev lui-même !

★ ★ ★

Bien sûr, on ne peut que se réjouir que la population soviétique retrouve aujourd'hui des possibilités de discuter, de s'exprimer, et qu'elle ait saisi si unanimement l'occasion offerte pour faire savoir ce qu'elle pense, en rejetant les candidats les plus ouvertement liés à l'appareil. Mais il faut souhaiter que ce ne soit qu'un début et que, si les bouches commencent à s'ouvrir, ce ne soit pas seulement pour dire qu'il faut prendre plus résolument modèle sur l'Occident capitaliste. Il faut souhaiter que la population soviétique voit s'exprimer d'autres choix politiques que cet alignement sur l'Occident ou le retour à l'immobilisme stalinien ou brejnevien.

Car l'Occident, ce n'est pas seulement la vitrine du capitalisme le plus développé, du Japon à l'Allemagne ou aux Etats-Unis et aux autres pays riches qui, d'ailleurs, ne sont même pas capables d'éviter, sur leur propre territoire, l'extension du chômage et de la pauvreté. C'est l'Occident des pires inégalités sociales, de la crise et des guerres, de la spéculation sur la dette du Tiers Monde, de la misère et souvent de la famine. C'est aussi celui des dictatures les plus sanglantes, du Chili à Haïti ou à l'Afrique du Sud. Et si l'URSS finissait par s'intégrer complètement à l'économie capitaliste, elle ressemblerait certainement plus à l'Argentine, au Brésil ou à l'un de ces pays d'Amérique latine surendettés, passés dans la dépendance totale des grandes banques internationales et qui le payent en allant de crise en crise et souvent en dictature, qu'elle ne ressemblerait au Japon ou aux Etats-Unis.

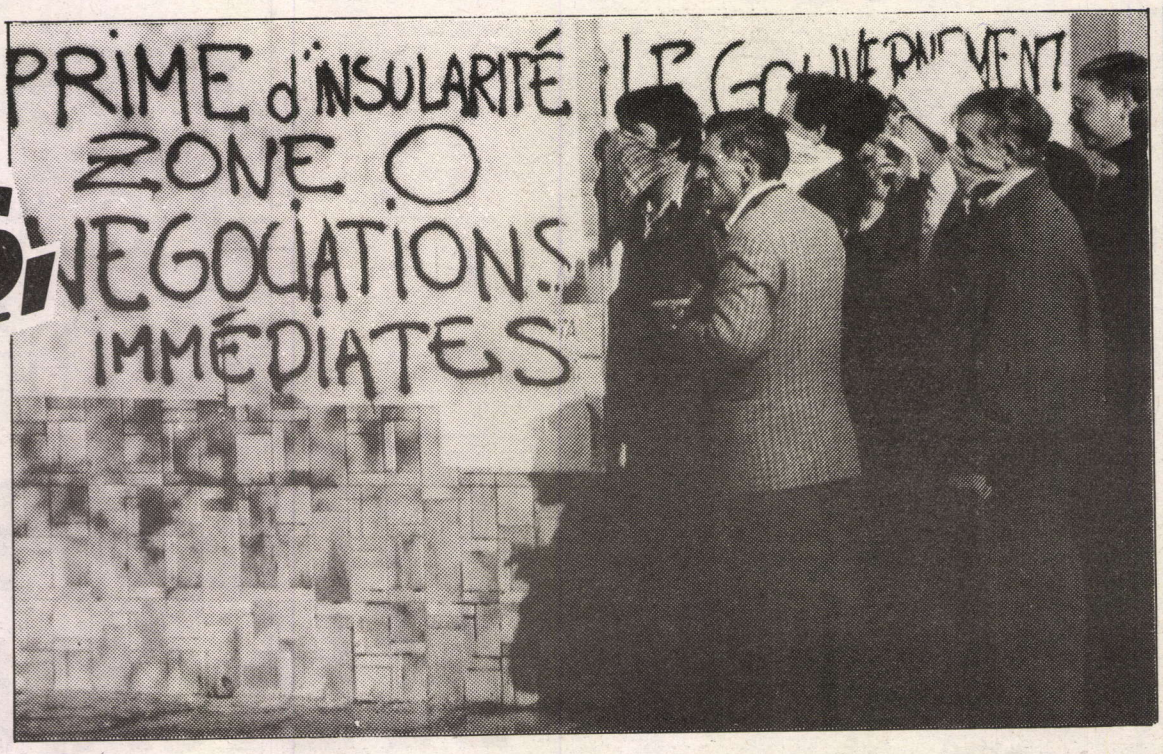
Alors, puisque prendre la parole devient possible en URSS, il faut souhaiter que le prolétariat soviétique la prenne aussi. Et il faut souhaiter que ce soit pour exprimer d'autres choix politiques que ceux qu'on lui propose aujourd'hui. Il faut souhaiter que lui, qui est aujourd'hui incomparablement plus nombreux, plus fort que le prolétariat russe de 1917, retrouve cette conscience de ses propres intérêts de classe qui a fait accomplir alors, à celui-ci, la plus grande révolution de l'histoire.

La dictature stalinienne qui s'est établie en URSS n'a été que le reflet de l'isolement de la révolution et de son recul, qui ont porté au pouvoir des bureaucrates ne cherchant qu'à copier servilement les méthodes – dictatoriales ou libérales – des bourgeois d'Occident. Mais l'ambition de la révolution de 1917, c'était autre chose. C'était d'établir le pouvoir de la classe ouvrière, non seulement en Russie, mais à l'échelle du monde entier. C'était de mettre ainsi fin à toutes les formes d'oppression et en particulier à l'oppression capitaliste, de dépasser cette société de misère et d'exploitation, de crises et de guerre. C'était d'utiliser rationnellement toutes les ressources, toutes les techniques, toutes les connaissances de l'Humanité du 20e siècle pour construire à l'échelle du monde une société harmonieuse, une société sans classes et sans oppression, une société communiste.

C'est la conscience de cette nécessité qu'il faut retrouver aujourd'hui. C'est indispensable, non seulement pour le prolétariat soviétique mais pour celui du monde entier.

(Voir en page 6 notre article sur les élections en URSS).

1000 F PAR MOIS, CELA MANQUE A TOUS, ET PAS SEULEMENT EN CORSE !



En Corse, c'est toujours la grève générale des fonctionnaires qui représentent la grande majorité des salariés de l'île. Elle dure depuis six semaines.

A Paris, le gouvernement n'a toujours rien cédé. Ou plutôt si : de quoi renforcer la colère et la détermination des grévistes. Ceux-ci demandent 1 000 F par mois ; le représentant du gouvernement leur a proposé un voyage gratuit aller et retour sur le continent pour 1989 : cela fait entre 30 F et 40 F d'augmentation par mois, et encore, à condition d'être intéressé par le voyage !

Les grévistes ont considéré la proposition comme insultante, et continuent la grève... On les comprend.

Quand, il y a six semaines, les postiers et les employés de la Sécurité sociale ont déclenché la grève en Corse, ils ont avancé la revendication de 1 000 F de prime d'insularité comme ils disent, parce que la vie serait plus chère là-bas qu'ailleurs. En fait, ils devaient sans doute penser qu'ils obtiendraient plus facilement gain de cause en justifiant leur revendication de salaire par une revendication particulariste.

Or, c'est l'inverse qui se produit. Le gouvernement ne cède pas et compte sur la lassitude des grévistes en espérant que le reste des salariés, sur le continent, ne se sentira pas solidaire du «particularisme corse» bien que tous les salariés, dans tout le pays, soient concernés au même titre par les 1 000 F par mois.

En attendant, bien cyniquement, les représentants du gouvernement ont dit aux grévistes qu'en tant que Corses, ils *«raisonnent sur des particularités locales, alors que l'Etat raisonne en termes globaux»*. En clair, cela veut dire que le gouvernement craint de devoir céder à tous les fonctionnaires du pays (et les patrons à tous les salariés), s'il commence à céder où que ce soit, quelle que soit la catégorie de salariés qui revendique.

Et voilà pourquoi il ne cède pas, et propose à la place des «tables rondes» sur les problèmes de la Corse dont personne n'attend rien.

En fait, les grévistes de la Corse sont pour le moment victimes de leur propre force potentielle qui dépasse la Corse. Une force dont le gouvernement et les patrons ont malheureusement cent fois plus conscience qu'eux-mêmes.

Car la grève qui se déroule en Corse a effectivement un caractère un peu particulier, mais pas au sens où on le croit : malgré sa justification particulariste, la revendication des grévistes (1 000 F par mois) est aussi celle de toutes les catégories de salariés de la fonction publique, postiers, enseignants, employés de la Sécurité sociale, éboueurs, employés du gaz et de l'électricité... et est en passe de faite tache d'huile chez le reste des salariés de l'île.

C'est cette force d'entraînement que peut craindre le gouvernement, pas pour la seule Corse mais pour les salariés de l'ensemble du pays.

Le reste des travailleurs sur l'ensemble du territoire voient bien qu'en fait, les salariés de l'île sont en grève exactement pour les mêmes raisons qu'ils se sont eux-mêmes mis en grève, catégorie par catégorie, usine après usine, il y a quelques semaines ou quelques mois, ou le seront à un moment ou à un autre dans la période qui vient.

Et il faudra bien que ces barrières catégorielles et particularistes tombent. Les directions des grands appareils syndicaux ne font rien pour. Mais à un moment ou un autre, ce sera peut-être une provocation gouvernementale de trop, un refus supplémentaire, qui fera prendre conscience aux salariés qu'ils ont tous exactement les mêmes intérêts et les mêmes revendications.

Le gouvernement pourra alors mettre ses tables rondes au placard, et céder aux salariés du bas de l'échelle au moins autant qu'il a cédé sans discussion aux médecins des hôpitaux ou aux profs de facs, tout comme les patrons devront céder aux travailleurs ce qu'ils offrent généreusement à leurs hauts cadres les mieux payés, parce qu'en se défendant tous ensemble, les grévistes auront la force pour eux.

Editorial des bulletins d'entreprise du mardi 28 mars 1989

CERCLE LEON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur :

L'EUROPE

Vendredi 28 avril 1989 à 20 h 30

Grande Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor à Paris 5e (Métro : Maubert-Mutualité)

La déclaration de Charasse :

LES CORSES QUI CACHENT LA FORÊT

Le ministre du Budget, Michel Charasse, a fait du bruit par son interview dans *le Figaro* du samedi 25 mars, consacrée en grande partie à la Corse. Il affirme que l'Etat y distribue énormément d'argent qui *«ne va pas dans les bonnes poches»*, car *«la majorité des Corses est actuellement grugée, roulée... par une partie de ceux qui interviennent dans la distribution...»*. Selon lui *«l'Etat donne à la Corse 753 millions pour alléger le coût des transports... par ailleurs le budget de l'Etat subit chaque année un manque à gagner de 550 à 600 millions de francs du fait des allégements fiscaux particuliers à la Corse, essentiellement dans le domaine de la consommation...»*. Et il cite la faible taxe sur les produits pétroliers, les tabacs, etc, etc.

On peut, bien sûr, se demander où passe cet argent. Une partie de la presse a aussitôt donné la réponse. Les 753 millions vont essentiellement dans les coffres de la SNCM (Cie de navigation) d'Air France et Air Inter, qui sont des compagnies contrôlées par l'Etat.

Pour le reste, il est évident qu'il y a du vrai dans ce que dit Charasse et que les distributeurs de produits pétroliers, certaines grandes surfaces, etc, s'entendent comme larrons en foire, et profitent de l'insularité pour faire jouer des situations de monopoles. Mais si Charasse les dénonce, qu'est-ce qui empêchait jusqu'à présent l'Etat, prétendument serviteur du bien public, de prendre des mesures contre les ententes illicites, sinon sa complaisance envers les patrons ?

D'autre part, si des capitalistes gros et petits de l'Ile de Beauté s'en mettent plein les poches, cela n'a rien de spécifiquement corse. C'est même la règle générale dans tout le pays ! Et le pire, si l'on peut dire, c'est que la Corse étant une région peu industrielle, elle est probablement infiniment moins «arrosée» par l'Etat que les autres régions si l'on tient compte de l'ensemble des avantages en tout genre, fiscaux et autres, consentis au patronat. Car c'est dans toute la France que l'argent va en priorité aux capitalistes, c'est-à-dire *«pas dans les bonnes poches»*. Mais comme d'habitude dans ses déclarations, la rude franchise qu'affecte Charasse n'est qu'un mensonge par omission.

Cela dit, il est vrai que les syndicats corses qui ont mis en avant la revendication de l'augmentation de 1 000 F par mois sous forme d'une «prime d'insularité» pour compenser la vie chère en Corse, ont tendu eux-mêmes des verges pour se faire fouetter. Ils ont mis eux-mêmes l'accent sur la «spécificité» des revendications corses, alors que précisément elles n'avaient rien de spécifique. Charasse leur a évidemment répondu sur le même terrain.

Mais Charasse, qui invite maintenant «les Corses» à faire le ménage parmi eux plutôt que de s'en prendre à l'Etat, oublie tout de même un peu facilement que c'est celui-ci qui bloque les salaires de tous les fonctionnaires – corses y compris – depuis sept ans !

André VICTOR

Bouvet / GAMMA

Le crédit et le surendettement des ménages

LES BANQUIERS PRÉOCCUPÉS DE LA SANTÉ DE CEUX QU'ILS ÉTRANGLENT

Lounes / GAMMA

Emprunter pour se loger, les banquiers ne demandent que ça, mais ils veulent que leurs débiteurs soient solvables.

«*Crédit 100 %*» ; «*Crédit intégral*»; «*Partez avec votre voiture, vous ne paierez la première mensualité que deux mois plus tard*» ; la caméra vidéo s'emporte «*chez vous pour 0 F pendant 4 mois*» ; «*Propriétaire de votre villa, terrasse + jardin* (le tout «*pieds dans l'eau*» !) *avec un crédit 100% possible*»; etc. A en croire ces publicités, il serait désormais possible de se loger, de se meubler, de s'équiper, de rouler en voiture sans débourser un centime... Du moins sur-le-champ, car fabricants, vendeurs et organismes de crédit ne se gênent pas pour rattraper le client endetté et lui faire payer très, très cher le report de paiement avec lequel ils l'ont embobiné. Mais cette façon de pousser les consommateurs à s'endetter toujours plus a ses retours de bâton, y compris pour les prêteurs. C'est si vrai qu'aujourd'hui, ce sont les banquiers qui s'inquiètent de l'importance prise par l'endettement des ménages.

Ainsi Paribas, l'un des plus importants groupes financiers français, conclut une étude alarmée sur le sujet en déclarant que «*la situation financière des ménages pourrait, à moyen terme, devenir fragile*». Un bel euphémisme !

Les finances des familles populaires, dans la toute petite – bourgeoisie comme dans la classe ouvrière, sont depuis longtemps d'une «fragilité» extrême et très souvent au bord du gouffre. Et ce sont pourtant ces familles-là qui se retrouvent les victimes désignées des requins de la finance qui pratiquent, pour les besoins du commerce et avec la bénédiction de l'Etat, des crédits à des taux prohibitifs.

Pour ne reprendre que l'exemple de la publicité pour cette caméra vidéo qu'on peut emporter chez soi pour «0 F» et payer ensuite en 48 mensualités, il est possible de lire, avec de très bons yeux, en tout petits caractères, le taux du crédit qui est de 17,88%... ce qui portera le prix final de ladite caméra à 17.424 F au mieux, alors que le client aisé pouvant, lui, payer au comptant ne déboursera que 11.950 F. Ce sont donc encore les plus pauvres qui payent le plus cher pour consommer et acheter ce que l'économie capitaliste met sur le marché.

Les fabricants, marchands et autres vendeurs, les banques et autres organismes de crédit, ne poussent pas seulement les familles désargentées à acheter au prix fort, même si c'est à crédit. Ils spéculent également pour s'enrichir sur des besoins élémentaires comme le logement. En laissant la bride sur le cou à l'âpreté des propriétaires, le gouvernement a, dans ce domaine également, une large part de responsabilité. Les loyers de plus en plus prohibitifs que l'on doit payer aux propriétaires incitent évidemment à acheter à crédit, sur quinze, vingt ans, son logement. Celui-ci tient une grande part dans l'endettement croissant des ménages.

Selon l'étude de Paribas, le taux d'endettement, ou plutôt de surendettement, ne cesse de croître. Il est aujourd'hui de 49,7%, soit dix points de plus qu'en 1981. Cela signifie qu'en moyenne, 50% du revenu passe à régler des traites. Et dans ce pourcentage, c'est la part consacrée à l'habitat qui est de loin la plus importante puisqu'elle absorbe plus du tiers des revenus des familles endettées.

Cette situation signifie que des centaines de milliers de familles se trouvent au bord de la catastrophe, parce que dans l'incapacité de faire face à leurs créanciers. D'où la préoccupation des banquiers comme du gouvernement devant la perspective de ne pouvoir faire rendre gorge à tous ceux qui se sont endettés. Les banquiers ont trouvé une oreille attentive du côté du pouvoir, et le gouvernement cherche un moyen de voler à leur secours, par le biais par exemple de cette procédure de «faillite personnelle» qui serait déjà à l'étude dans les bureaux du secrétaire d'Etat à la Consommation et qui permettrait de garantir les intérêts des créanciers.

Le revenu des banquiers sera donc garanti... mais pas celui de tous ceux qui seront ainsi acculés à une situation financière sans issue ! A moins qu'ils refusent de se laisser avoir ainsi à l'usure... par les banquiers.

Lucienne PLAIN

Fils de pub

Le gouvernement aurait consacré plus de 244 millions de francs des impôts à mener des campagnes publicitaires en 1988, et il n'est pas prévu qu'il fasse en ce domaine des économies en 1989. Il annonce d'ailleurs – et ce n'est pas un poisson d'avril – une nouvelle campagne ayant pour slogan «*Contre le chômage, la parole est aux actes*» !

Jacques Séguéla va pouvoir empocher à l'occasion de cette commande du ministère du Travail dix millions de francs ! Le gouvernement n'a pas d'argent pour augmenter les salaires de ses salariés mais, pour en ramener dans les poches des publicitaires, il n'en manque pas. C'est logique, puisque c'est aux patrons que sa campagne va s'adresser. Car il s'agit tout simplement de promouvoir l'exonération des cotisations sociales patronales pour une première embauche, le contrat de retour à l'emploi, le crédit impôt-formation... et, pour les chômeurs qui créeraient leur propre entreprise, les mérites d'un «chéquier-conseil» !

Il y en a au moins un qui a du travail avec cette campagne sur l'emploi : c'est Séguéla.

Sécurité sociale

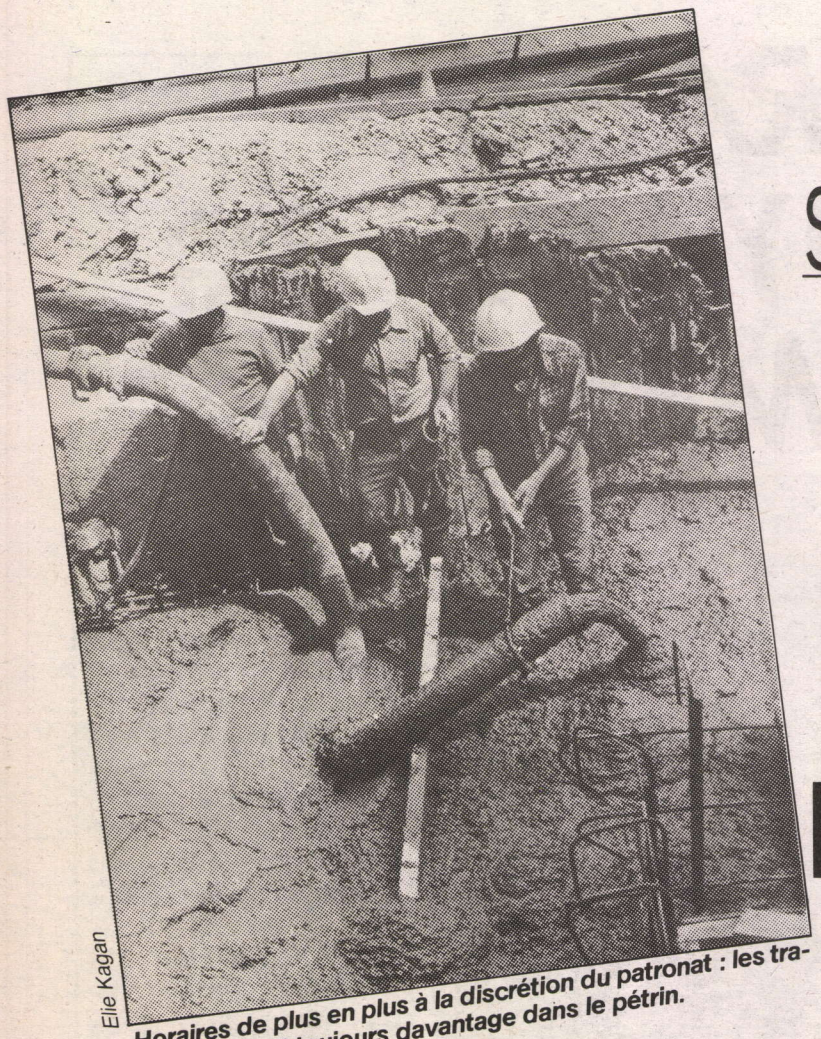
D'OÙ VIENT LE TROU DANS LA CAISSE ?

Les experts de la Sécurité sociale annoncent un déficit global prévisible pour 1989 de 5 milliards. On a connu pire ! Mais de toute façon, pour les salariés du régime général, que le trou déclaré soit profond ou pas, ou même qu'il n'y ait pas de trou du tout, il faut toujours et encore payer. Cette fois-ci, après avoir subi les dernières hausses de leurs cotisations, les cotisants du régime général, bénéficiaire, verront quelque 13 milliards transférés vers les caisses en difficulté afin d'aider à combler leur déficit, estimé à 30 milliards.

Plus des trois quarts de cette coquette somme (21,218 milliards exactement) devraient aller aux caisses de retraite des agriculteurs, le reste étant pour les caisses des commerçants (3,9 milliards), des mineurs (1,6), des cheminots, des artisans, mais aussi des militaires, des religieux et des invalides de la Marine. A croire que les salariés du régime général sont tenus de tout financer, y compris les parasites de l'Eglise et les va-t-en-guerre de l'armée, y compris les retraites de catégories sociales comme les commerçants ou les agriculteurs, auxquelles l'Etat a voulu faire des cadeaux, souvent à des fins électorales.

Bien entendu, il est normal que ces catégories, comme les autres, aient droit à la retraite. Mais à qui la faute si le régime agricole est déficitaire, par exemple, sinon du fait que l'Etat et le grand capital se sont chargés d'expulser nombre de paysans de la production, diminuant le nombre de ceux qui sont encore en activité, et donc cotisants ?

Alors, ce serait d'abord aux responsables de payer. C'est-à-dire, non aux salariés, mais à l'Etat et au grand capital !

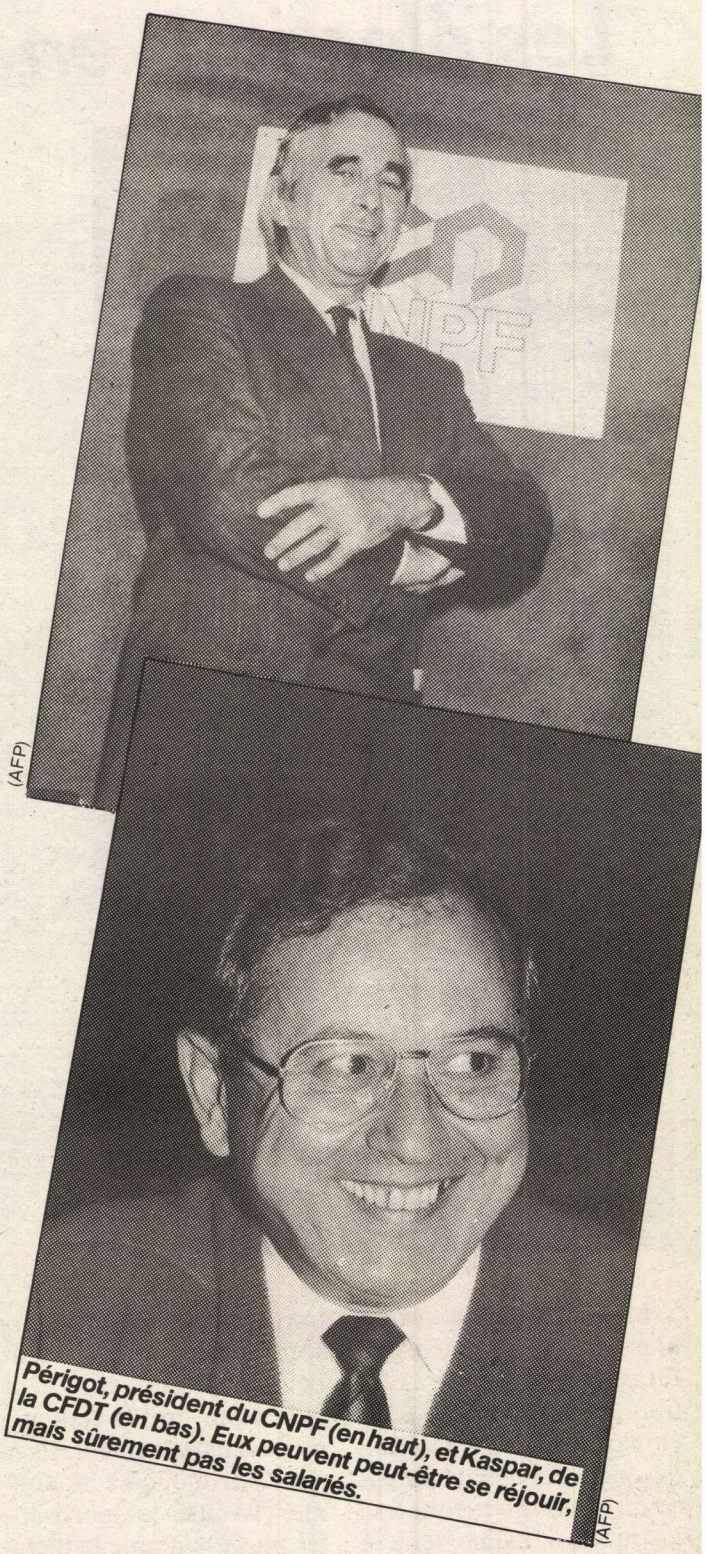


Elie Kagan

Horaires de plus en plus à la discrétion du patronat : les travailleurs sont toujours davantage dans le pétrin.

Signature de l'accord sur la "flexibilité" :

LA CFDT EN POINTE... BIC



(AFP)

Périgot, président du CNPF (en haut), et Kaspar, de la CFDT (en bas). Eux peuvent peut-être se réjouir, mais sûrement pas les salariés.

(AFP)

La «flexibilité», ce serpent de mer, a refait surface avec une nouvelle série de discussions entre patronat et syndicats. Et cette fois-ci, cela s'est conclu momentanément par la signature d'un accord interprofessionnel, par la CFDT et la CGC, conjointement avec les organisations patronales, alors que tous les autres syndicats (CGT, CFTC, FO) s'y sont refusés.

Ce que l'on nomme la «flexibilité», c'est la possibilité d'adapter les horaires de travail à l'utilisation des moyens de production (machines, locaux, etc.), au mieux des besoins de la production. Lesquels besoins sont évidemment ceux correspondant aux espérances de profit des patrons, et non pas ceux des consommateurs ou des travailleurs. Si un patron espère vendre plus et veut produire plus tout en investissant le moins possible, il lui faut faire travailler un plus grand nombre d'heures sur les mêmes machines et dans les mêmes locaux qu'il possède déjà. Cela se traduit par des heures supplémentaires, des équipes supplémentaires de travail de nuit ou de travail du week-end. Et dans la période qui vient de s'écouler, ces pratiques se sont considérablement développées.

La production, malgré la crise, a continué de progresser – même si c'est à une échelle bien moins importante que pendant la période d'expansion précédente – pendant que les investissements ainsi que les effectifs continuaient, eux, à régresser. Pour parvenir à ce résultat, il a bien fallu à la fois augmenter les cadences et «flexibiliser» les travailleurs en les contraignant à accepter des conditions auxquelles ils n'étaient plus guère habitués. C'est ainsi qu'on a vu réapparaître les 3x8 (donc le travail de nuit) dans des entreprises où on n'y avait plus recours depuis longtemps, et que le travail du samedi, avec des semaines qui n'en finissent plus, s'est développé d'autant plus qu'il y a eu de plus en plus de chômeurs.

DES GOUVERNEMENTS FLEXIBLES DEVANT LES PATRONS.

Avant même que l'on ait parlé à ce propos de «flexibilité», la législation sociale (le Code du travail, les conventions collectives) autorisait déjà largement les patrons à recourir à ces pratiques. Mais les employeurs trouvent l'ancienne réglementation encore trop contraignante. Et surtout ils estiment que, grâce au chômage, ils sont en situation d'imposer des modifications encore plus à leur convenance. D'autant plus que les gouvernements successifs ont prêté aux patrons leur oreille complaisante.

C'est le premier gouvernement de gauche qui en juillet 1981, en échange de la loi sur les 39 heures, leur accordait des assouplissements concernant les possibilités de dépassement d'heures supplémentaires avec un contingentement annuel, et c'est lui qui jetait les bases du travail en VSD (vendredi-samedi-dimanche). C'est toujours un gouvernement de gauche qui tenta de faire accepter en 1984 une négociation sur la «flexibilité», se heurtant à l'époque au refus de tous les syndicats. C'est encore un gouvernement de gauche qui fit voter, en février 1986, la loi Delebarre codifiant les discussions paritaires sur la question, en privilégiant la possibilité d'accords de flexibilité par branche plutôt que par entreprise. Et c'est ensuite sur le terrain déblayé par la gauche, que la droite en juin 1987 faisait voter la loi Séguin, permettant par accord, soit par branche, soit par entreprise, de passer outre à la législation précédente sur le travail en continu. Cette loi autorisait la modulation des horaires sans qu'il y ait une compensation obligatoire par la réduction du temps de travail, revenait sur l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, etc.

LES MOTIVATIONS DE LA CFDT.

Dans les motivations qui avaient conduit jusque-là les syndicats à refuser de signer, il n'y avait pas que des raisons indiscutables, loin de là. La «défense du Code du travail» (cheval de bataille de FO ou de la CGT) n'était jamais que la défense d'une somme de réglementations établies dans des situations différentes et avec des rapports de forces différents entre ouvriers et patrons. Mais les réglementations précédentes pouvaient tout aussi bien être à l'avantage des patrons – elles ne les ont d'ailleurs guère empêchés d'en prendre à leur aise avec les horaires de travail. Et il n'est pas dit à l'avance que, même dans la période actuelle, il soit impossible d'en obtenir qui soient jugées, par les travailleurs eux-mêmes, plus avantageuses que celles découlant du Code du travail.

Le problème, c'est que pour obtenir mieux, il faut un meilleur rapport de forces, et que cela ne s'obtient pas autour du tapis vert, ce lieu «d'activité» privilégié des bureaucrates syndicaux. Et dans les conditions où se sont déroulées les différentes phases de discussions sur la «flexibilité», aucun syndicat ne s'est senti en mesure de justifier une signature par un quelconque avantage obtenu pour les travailleurs. Du moins jusque-là.

Alors, qu'est-ce qui décide aujourd'hui la CFDT à signer ? Nul doute qu'elle aspire à se retrouver un peu plus souvent autour du tapis vert et qu'elle trouve là un moyen. D'autant plus que ce nouvel accord prévoit de privilégier la négociation par branche et non par entreprise, ce qui permettra à la CFDT d'être amenée à la table de discussion même pour des entreprises dans lesquelles elle n'a aucune implantation. Le nouvel accord prévoit également que, dans les six mois, un bilan devra être dressé de ce qui a déjà été accompli en matière de «flexibilité», bilan à partir duquel de nouvelles discussions devront être ouvertes en fonction de l'opportunité. Donc, de nombreuses discussions en perspective...

Toute la presse a relevé que la CFDT a profité du refus des autres syndicats, et notamment de FO, pour essayer de se hisser au rang d'interlocuteur privilégié du patronat. Et dans cette période où l'influence de la centrale cédétiste et son implantation parmi les travailleurs reculent, elle en espère sans doute des contreparties lui permettant de faire subsister son appareil.

L'histoire dira si, pour la CFDT, cette politique sera payante. Pour les travailleurs en tout cas, c'est tout vu. Et ils sauront interpréter à leur valeur les bonnes grâces de la CFDT à l'égard du patronat. Quels que soient les calculs dans les sommets des appareils syndicaux, ce n'est pas, de toute façon, de leur signature ou de leur non-signature que vont dépendre les conditions de travail des salariés dans la période à venir. C'est de la crainte plus ou moins grande que ceux-ci sauront inspirer à leurs exploiteurs.

Louis GUILBERT

Les élections en URSS

UN GRAND NETTOYAGE DE PRINTEMPS ?

C'était décidément une grande première que les élections qui se sont déroulées le 26 mars en URSS. D'une part parce que 2901 candidats briguaient les 1500 postes de députés au Congrès du Peuple, pas tout à fait deux par poste (en effet ce n'était pas une obligation qu'il y ait plusieurs candidats et les pressions n'ont pas manqué, notamment là où l'appareil était conservateur, pour écarter les perturbateurs...) mais malgré les barrages, malgré les filtres mis en place, il y avait plusieurs candidats en lice dans bon nombre de circonscriptions électorales et, événement, même si au total 4/5 des candidats étaient membres du parti, quelques candidats qui n'étaient pas forcément en odeur de sainteté ont réussi à se présenter.

Manifestation le 20 mars, avant les élections, en faveur de Boris Eltsine, devant le siège du Soviet de Moscou.

Mais ce qui fut surtout une grande première, ce fut cette fièvre, cette agitation électorale qui s'est emparée de la population qui, dans les débats préparatoires, est intervenue à sa façon et a même tenu à manifester de façon massive et répétée, à Moscou, en faveur du candidat Eltsine que des conservateurs du Comité central avaient eu le mauvais goût d'attaquer.

Cette fièvre s'est traduite au niveau électoral par le désaveu d'un certain nombre de caciques, de hauts responsables de la bureaucratie. Les électeurs soviétiques, puisqu'on leur demandait, un peu, leur avis, l'ont donné franchement et massivement. Ils se sont prononcés notamment contre les partisans les plus avoués de la dictature de la bureaucratie. Et ils ont visiblement pris un certain malin plaisir à le faire, balayant ainsi quelques bonzes qu'on aurait pu croire bien établis.

C'est ainsi que le maire de Moscou n'a pas résisté au suffrage universel, qu'à Léningrad, outre le maire, c'est aussi le chef du parti et son premier secrétaire qui ont été les victimes du scrutin... Dans les républiques Baltes, c'est le Premier ministre de Lituanie qui a fait les frais de l'ouverture électorale, en Estonie, le chef du KGB, en Ukraine, le maire de Kiev ainsi que 5 secrétaires de région. Et toute une brochette de hauts gradés militaires, généraux et amiraux se sont trouvés vaincus dans le combat électoral : ainsi le général commandant la région de Moscou, l'amiral commandant la flotte du Nord, le général commandant les forces stationnées en RDA ; qui plus est, ce dernier a été mis en déroute par un lieutenant-colonel... Adieu la discipline ! Les vieilles démocraties occidentales comme la France ne commettent pas l'erreur de présenter des militaires aux suffrages populaires...

Fait plus significatif encore, là où un seul candidat était en lice, les électeurs se sont souvent déplacés massivement pour le seul plaisir d'aller le rayer et ainsi de le renvoyer, comme ils en avaient le pouvoir, à la vie civile, puisque le candidat qui n'avait pas 50 % des voix était battu, comme ce fut le cas à Kiev.

Il ressort donc de cette campagne, menée à l'instigation de et sous l'égide du chef du régime qu'est Gorbatchev, que les électeurs soviétiques ont dit ce qu'ils pensaient d'un certain nombre de hauts dignitaires du régime. Gorbatchev et ses partisans ne manqueront pas d'ajouter qu'ils ont aussi dit oui à ses réformes. Mais c'est là que le sens du vote est sans doute beaucoup plus difficile à apprécier.

Par exemple, parmi les 90 % d'électeurs qui ont plébiscité Boris Eltsine, candidat à Moscou, qui avait pour principal argument électoral d'être l'objet de la vindicte des conservateurs du parti et menacé d'être exclu du CC après l'avoir été du Bureau politique... Combien l'ont fait pour dire non aux méthodes de l'appareil, combien l'ont fait simplement parce que c'était une façon d'appuyer le chef actuel de la bureaucratie qu'est quand même Gorbatchev dans sa lutte contre les conservateurs et parce que Eltsine ne proposait pas autre chose que d'être plus gorbatchévien que Gorbatchev lui-même.

Quant aux candidats nationalistes des pays Baltes, tels que les deux candidats du Front Populaire élus en Estonie conjointement avec le secrétaire du parti, ils ont eu tous trois 90 % des voix, étaient tous trois partisans des réformes et de Gorbatchev. Les fortes revendications nationales ont pu s'exprimer par le canal électoral dans la mesure où les candidats ont été acceptés par la direction du parti... Par contre, en Arménie, les dirigeants du Comité Haut Karabakh n'ont pas eu la possibilité de se présenter. Ils ont appelé à l'abstention, qui a été massive. Et on voit les limites données par le régime à la liberté du scrutin. Sans compter que parmi les candidats, quelle que soit leur appartenance, les candidats riches et installés à des postes importants, directeurs d'usine, cadres, etc. étaient infinement plus nombreux et avantagés par leur position sociale que les ouvriers du rang qui auraient pu vouloir se présenter.

Cela dit, tels qu'ils étaient, les candidats de l'opposition autorisés à se présenter ont probablement cristallisé sur leur nom tous les votes d'opposition, même ceux dont on peut penser qu'ils se seraient manifestés autrement s'il y avait eu réelle et totale pluralité des candidatures.

Mais le fait est que les résultats électoraux traduisent d'une façon déformée et limitée l'aspiration de la population soviétique à pouvoir s'exprimer librement et à participer aux choix politiques et économiques du pays... ; ne serait-ce que en votant mais pas si passivement que cela, on l'a vu à la passion que la campagne électorale a suscitée.

Cécile BERNIER

LES «FOUS DE DIEU» C'EST L'ORDRE DES ASSASSINS

A défaut d'avoir jusque-là pu atteindre Salman Rushdie, l'auteur des *Versets Sataniques*, il semblerait que les assassins aux ordres de Khomeiny aient réussi à tuer à Bruxelles. Un imam (chef religieux) du Bénelux et le bibliothécaire du Centre culturel islamique de Bruxelles, sont tombés mercredi 29 mars sous les balles de tueurs dans des circonstances qui laissent peu de doute sur les motivations du crime.

L'imam avait fait preuve de ce qui avait été considéré comme une certaine modération dans l'affaire Rushdie. Interrogé à la télévision belge deux semaines auparavant, il avait désapprouvé les* Versets Sataniques *qu'il avait qualifiés de* «blasphème contre toutes les religions», *mais avait déclaré que* «vivant dans un pays démocratique», *il ne prendrait pas en considération l'appel au meurtre de Khomeiny. Et depuis il avait reçu plusieurs lettres de menaces.

C'est par la terreur contre tous ceux qui ne les suivent pas à la lettre, fussent-ils même des religieux, que les intégristes veulent donc imposer silence sur tout ce qui peut mettre en discussion leurs dogmes. Laisser faire cette réaction religieuse, se taire devant elle, c'est accepter l'inquisition moyenâgeuse en plein 20e siècle. Et tous ceux qui au nom du prétendu respect de la religion – simple paravent pour défendre le «respect» du rétablissement du commerce avec l'Iran pour un certain nombre de politiciens occidentaux – mettent en cause le droit d'attaquer la croyance et la religion, ne font qu'aider les ennemis de la liberté et contribuent à créer les conditions pour fabriquer des assassins.

L.G.

LUTTE DE CLASSE N° 23 EST PARUE

Au sommaire :

- L'unification de l'Europe, une nécessité sociale que la bourgeoisie ne peut ni ne veut réaliser.
- Antilles : quand les notables se servent de l'Europe pour demander plus d'argent à gérer au gouvernement, et plus de sacrifices aux travailleurs.
- Union soviétique : agitation électorale.

Prix : 10 F. S'adresser à nos militants. Envoi contre 12 F en timbres.

DES VOIX POUR L'EXTRÊME-DROITE, DES POSTES POUR LES COALITIONS "ROUGES-VERTES"

Les élections municipales dans le Land de Hesse et sa capitale Francfort, le 12 mars dernier, ont été marquée par les mêmes gains pour l'extrême-droite, encore faibles mais significatifs, constatés déjà en janvier aux élections pour le Parlement de Berlin-Ouest.

A Berlin, une petite formation qui ne s'était encore jamais présentée dans la ville et n'avait fait ailleurs en RFA que des scores quasi-négligeables, les «Républicains», a fait quelque 7,7% des voix, pris essentiellement sur l'électorat de la droite classique. Les dirigeants des «Républicains» comme leurs électeurs sont des transfuges du grand parti de la droite traditionnelle (CDU-CSU). Comme Le Pen ici, ils ont mené campagne contre les immigrés ou réfugiés politiques, qui seraient responsables de l'insécurité et du chômage.

A Francfort, quelques semaines plus tard, il s'est trouvé à peu près le même pourcentage de petits-bourgeois et bourgeois de droite imbéciles qu'à Berlin-Ouest pour faire un vote chauvin et xénophobe. Dans cette grande métropole des banques, du commerce mais aussi de la chimie, c'est la formation d'extrême-droite NPD (Parti National d'Allemagne, qui avait connu une gloire électorale éphémère dans l'immédiat après-68) qui a obtenu 6,6% des suffrages exprimés.

(AFP)

Manifestation à Berlin-Ouest pour protester contre la montée électorale des «Républicains».

LE SUCCÈS DE L'EXTRÊME-DROITE

Dans les élections municipales de Francfort, la droite classique passe de 49,6% aux dernières élections municipales en mars 1985, à 36,6% cette année. Elle perd 13% de ses voix et la mairie. La CDU paie le prix de son usure au pouvoir, du discrédit lié à divers scandales qui émaillent la vie politique là-bas comme ici. Et l'extrême-droite qui a mis en avant la bêtise raciste l'a sérieusement concurrencée, comme à Berlin, même si cette fois la CDU avait cru limiter les dégâts en menant elle-même une campagne anti-immigrés musclée, contre le «droit d'asile et ses abus». De façon très sommaire, droite et extrême-droite (la seconde ayant fait à la première un procès pour plagiat) ont dénoncé l'arrivée à Francfort, en 1988, de 25 000 étrangers sur les 100 000 que la RFA a accueillis. Francfort est une des villes dont la population est la plus cosmopolite d'Allemagne. 25% d'étrangers y habitent, des travailleurs turcs, yougoslaves, maghrébins installés de longue date, mais aussi des Polonais et des familles de divers pays de l'Est ou d'URSS qui, sous couvert d'origine allemande réelle ou supposée, fuient surtout la misère économique. Il faut préciser aussi que Francfort est un important lieu de passage, la plaque tournante de l'Allemagne pour les transports routiers, ferroviaires et aériens.

Alors en RFA, où une certaine opinion libérale affirme pourtant que le spectre de la période nazie est totalement conjuré, des petits «Le Pen» commencent aussi à faire leurs premiers «effets». Même dans un pays encore riche comme l'Allemagne de l'Ouest, où la situation se dégrade néanmoins, la crise engendre les mêmes effets, entre autres la montée de sentiments réactionnaires racistes, qui s'expriment pour le moment dans les urnes.

VERS DES COALITIONS «ROUGES-VERTES»

Les formations d'extrême-droite mordent sur l'électorat de la droite classsique. Aussi bien à Francfort qu'à Berlin-Ouest, les sociaux-démocrates (pour lesquels le gros de l'électorat ouvrier, syndicalisé, vote généralement) ont un peu gagné électoralement. A Francfort, le Parti Social-Démocrate (SPD) passe de 38,6% aux dernières municipales à 40,1% cette année. Dans les deux villes aussi, les Verts améliorent leurs scores, de 2% environ. A Berlin, ils atteignaient près de 12%. A Francfort, ils dépassent tout juste les 10%. Mais, à Francfort comme à Berlin, c'est assez pour qu'une nouvelle coalition SPD-Verts se constitue, ici pour la mairie, là pour le Sénat.

Cette opération est chose faite à Berlin, où la coalition «Rouge-Verte» (c'est ainsi qu'on l'appelle, même si les socialistes allemands ne sont pas plus «rouges» que les socialistes français !) vient de former un gouvernement où, sur 13 ministres, il y a 8 femmes (5 sur les 10 ministres du SPD, et 3 sur les 3 ministres de la liste alternative). Cette grande première dans l'histoire politique allemande est apparemment la façon dont le SPD, comme les Verts, ont tenté de prévenir les reproches qu'ils s'attirent tous deux. Le SPD, de la part de son aile droite, pour avoir accepté de gouverner avec des Verts. Les Verts, de la part de leur aile gauche, pour avoir accepté de gouverner tout court. Mais les femmes, encore une fois, sont venues à la rescousse des hommes politiques !

Cela dit, le fait le plus notable est que le renforcement de l'extrême-droite au détriment de la droite classique, qui traduit bel et bien une montée de sentiments réactionnaires, a valu à la nouvelle coalition de gouverner. A Berlin, le nouveau gouvernement «Rouge-Vert» en est déjà, avec ses flics (les mêmes), à mener la même petite guerre contre les «squatters» chômeurs et gauchisants, pour les expulser des immeubles où ils se sont installés...

«FUNDIS» ET «REALOS»

A Francfort, la nouvelle coalition n'est pas encore formée. C'est la phase des marchandages. Mais l'affaire semble en bonne voie. Du côté des Verts qui négocient, on trouve Daniel Cohn-Bendit, un des chefs de file de la tendance dite «réaliste». Tous les Verts en effet ne sont pas atteints par l'envie de «participer» et de «gouverner», mais leurs succès électoraux et les ouvertures politiciennes offertes par la nouvelle situation offrent un terrain propice au virus. Ceux qu'on appelle les «fondamentalistes» (parce qu'ils disent rester fermes sur des principes d'opposition radicale au capitalisme, à son système d'exploitation et à toute participation à ses rouages politiques) ont mené campagne, pendant les élections et depuis, contre les tendances les plus réformistes des Verts. Mais ce sont ces dernières qui l'emportent largement.

Daniel Cohn-Bendit et quelques autres peuvent donc se retrouver sous peu à des postes dirigeants de la municipalité de Francfort, avant peut-être de se retrouver à la faveur d'autres élections, dans quelque gouvernements d'Etats régionaux, voire au gouvernement de la RFA, à la faveur des élections législatives générales de 1991.

COHN-BENDIT BIENTÔT MINISTRE ?

Pourquoi pas ? Cohn-Bendit a répondu à un journaliste de l'hebdomadaire libéral *Der Spiegel* qui l'interrogeait, qu'il accepterait particulièrement volontiers le poste de ministre des Affaires étrangères. Car lui, l'ex-étudiant contestataire «juif-allemand» de Mai 68, «persona non-grata» en France, serait enchanté d'y débarquer en «officiel» devant lequel on déroulerait le tapis rouge sur fond de *Marseillaise* ! C'était une boutade, drôle certes....

Mais cela pourrait prendre consistance. Et le tableau ne serait pas si incongru.

Cohn-Bendit a oublié qu'à Paris, sur le perron de Matignon, il retrouverait Rocard. Et peut-être ces deux vieux «rangés» échangeraient-ils quelques souvenirs des barricades, du temps de leurs frasques de jeunesse ?

Michelle VERDIER

YOUGOSLAVIE

Émeutes au Kosovo

L'IMPASSE DES HAINES NATIONALES

Malgré la présence des tanks, le quadrillage militaire et l'état d'urgence instauré dans la province depuis le 1er mars, les villes du Kosovo sont entrées l'une après l'autre cette dernière semaine en état de soulèvement contre le pouvoir central. Le 29 mars les manifestations s'étaient déjà soldées par 29 morts officiellement, et sans doute beaucoup plus, dont deux parmi la police. La presse parle d'affrontements armés entre manifestants et forces de répression.

(AFP)

Matraquage à Pristina (Kosovo).

C'est la décision prise par le Parlement du Kosovo d'approuver une modification constitutionnelle donnant à la Serbie un pouvoir accru sur cette province qui a mis une nouvelle fois le feu aux poudres. La population à 90 % albanaise du Kosovo (cette province de la Serbie devenue «autonome» depuis la Constitution établie en 1974 par Tito) n'accepte pas la remise en cause de son statut d'autonomie et de fait revendique un statut séparé de la Serbie.

C'est par la grève des mineurs, il y a deux mois, qui a bloqué durant tout le mois de février la province, qu'a commencé cette mobilisation de la population. Cette grève s'était soldée par un recul du pouvoir et la démission de trois dirigeants albanais accusés de traîtrise pour avoir accepté la modification constitutionnelle favorable à la Serbie. Mais parallèlement, un million de Serbes manifestaient à Belgrade, pour exiger le rattachement intégral du Kosovo à la Serbie, et l'armée instaurait l'état d'urgence... au Kosovo.

C'est ainsi qu'on voit aujourd'hui les Balkans plonger à nouveau dans des haines nationalistes, comme au début du siècle. Les Albanais se sentent les laissés-pour-compte de la fédération yougoslave, cet Etat «des Slaves du sud» fondé au lendemain de la Première Guerre mondiale. Les Albanais ne sont pas des Slaves, pas plus que les Grecs, Turcs ou Hongrois qui vivent aussi en Yougoslavie. Mais ils constituent parmi les non-Slaves la population la plus importante et, bien qu'ils représentent 90 % de la population du Kosovo, le pouvoir central refuse de les laisser se constituer en république autonome dans la fédération yougoslave.

Bien sûr, les dirigeants de la fédération yougoslave ou les dirigeants Serbes ont beau jeu d'accuser les Albanais du Kosovo d'être en fait des séparatistes et de ne vouloir leur autonomie que pour pouvoir rejoindre à terme d'Albanie voisine, cette ennemie héréditaire des Slaves du sud... Et là, il ne s'agit même plus des rancœurs du début du siècle, mais de celles du Moyen Age, si l'on se souvient de la bataille menée au Kosovo par les Serbes contre les Turcs.

Un tel retour en arrière, un tel sursaut des vieux particularismes ne s'expliquerait pas sans la crise économique qui creuse, en Yougoslavie aussi, le fossé entre riches et pauvres.

Les élections municipales

TURQUIE

UNE DÉROUTE ÉLECTORALE POUR

Le parti gouvernemental ANAP, du Premier ministre turc Turgut Ozal, vient de subir une déroute électorale aux élections municipales du dimanche 26 mars. En effet il n'obtient la majorité que dans deux préfectures sur soixante-sept.

Meeting de protestation des travailleurs de Karabuk.

Le Parti Populiste Social-Démocrate d'Erdal Inonu (fils d'Ismet Inonu) obtient 28,22%. Le Parti de la Juste Voie de Suleyman Démirel obtient 25,55%; l'ANAP 27,71%; le Parti de la Prospérité (islamiste) 9,73%; le Parti Social-Démocrate (DSP) d'Ecevit 9,16%; et le parti MCP (extrême-droite) du colonel Turkes obtient 4,27% des voix. Mais respectivement ces partis emportent : 39 municipalités des grandes villes pour le parti d'Inonu, 16 pour celui de Démirel, 2 pour l'ANAP, 5 pour le Parti de la Prospérité, zéro pour le parti d'Ecevit et 3 pour celui du colonel Turkes.

On peut dire que le Parti Social-Démocrate de Inonu est le grand gagnant de ces élections. En effet il obtient la direction des grandes municipalités comme Istanbul, Izmir, Ankara, Adana, et au total 36 sur 67. Une grande partie des travailleurs turcs ont sûrement poussé un cri de joie en apprenant les résultats, surtout à cause de la déroute de Turgut Ozal. Mais le parti d'Inonu est virtuellement le continuateur du CHP qui avant 1980 avait appliqué une politique d'austérité contre la classe ouvrière. Maintenant, le parti de Inonu va de nouveau pouvoir aller à la soupe, offrir des sinécures à ses notables et des belles paroles aux travailleurs.

Avec la crise, les riches sont devenus ou paraissent plus riches et les pauvres sont réellement devenus plus pauvres encore. La séparation entre pays riches et pauvres, entre le nord relativement aisé et le sud misérieux, passe au cœur de la Yougoslavie. Le salaire moyen mensuel au Kosovo est moitié moindre que celui en vigueur en Slovénie, la république la plus prospère du pays, située au nord, même si de fait pourtant elle fait déjà figure de pauvre par rapport à l'Autriche voisine. Et le Kosovo détient un autre record, celui du chômage : pour 235 000 actifs, il y a officiellement 135 000 chômeurs, dont 80 % (en majorité des jeunes) ne perçoivent aucune indemnité.

Il n'en faut pas plus pour exacerber les particularismes et le sentiment d'être rejetés, bafoués, pour les plus pauvres parmi les pauvres de Yougoslavie. D'autant plus que, les dirigeants serbes, comme les dirigeants du mouvement du Kosovo, ne demandent qu'à se servir des sentiments nationaux pour asseoir leur popularité dans leurs régions respectives, jusqu'à en faire une méthode de gouvernement qui dresse les unes contre les autres les populations des diverses républiques de Yougoslavie. C'est alors l'engrenage des vieilles haines nationales, des vieux chauvinismes, qui avait contribué au début du siècle à l'éclatement de la Première Guerre mondiale.

Il existerait bien sûr une autre perspective que de s'engager dans ces affrontements qui semblent en passe de conduire à une véritable guerre civile. C'est toute la classe ouvrière de Yougoslavie, dans ses différentes fractions nationales, qui est victime de la crise économique et qui pourrait trouver dans l'unification de ses luttes le moyen de surmonter ces divisions nationales et ces antagonismes et de s'opposer aux dirigeants nationalistes.

Mais justement, faute d'autre perspective politique, la classe ouvrière, qui s'est beaucoup développée sur le plan numérique en Yougoslavie, y compris dans une région pauvre comme le Kosovo, fournit le gros des troupes du mouvement nationaliste. C'est l'indication que l'absence de toute référence internationaliste, en Yougoslavie comme dans le mouvement ouvrier international, pourrait conduire à des conséquences dramatiques.

Cécile BERNIER

ALGÉRIE

UNE NOUVELLE VAGUE DE GRÈVES

Ces dernières semaines, les grèves se sont multipliées en Algérie. Cela semble inquiéter le gouvernement puisque le Premier ministre Kasdi Merbah, lors d'une interview à la radio, s'est étendu largement sur ce sujet, déplorant *«dans cette conjoncture difficile de la crise économique, une recrudescence des grèves qui portent préjudice à l'économie nationale»*. Il a évidemment pleuré sur les milliards perdus par l'économie et a dénoncé les *«manipulations politiques»* dans ces grèves.

L'agitation touche depuis quelques semaines les secteurs les plus divers : les chauffeurs de taxi de Tiaret, les petits commerçants de Tizi Ouzou, la CNEP (caisse d'épargne). Même les journalistes du quotidien très officiel *El Moudjahid* ont fait grève pendant un mois !

Ces grèves ont touché également des entreprises considérées comme importantes : la raffinerie d'Arzew, le complexe textile Cottitex de Batna, l'entreprise de distribution de carburant, la NAFTAL, où la grève s'est étendue à plusieurs villes. Dans le secteur des hydrocarbures également, une grève a eu lieu à la Sonatrach, dans des champs d'extraction de gaz naturel, à Hassi R'Mel. Cette grève qui aurait commencé à s'étendre a obligé Saddek Boussena, le ministre de l'Energie et des Industries pétrochimiques, à venir négocier sur place. Une des revendications mises en avant par les grévistes porte sur le logement, car beaucoup de ces travailleurs vivent dans des baraquements.

Les 3500 éboueurs d'Alger se sont mis en grève également pour des problèmes de logement mais aussi pour des problèmes de salaire et de conditions de travail. Et là aussi, on a pu apprendre les conditions de logement catastrophiques des éboueurs d'Alger. Beaucoup d'entre eux ne sont pas d'Alger et habitent dans des dortoirs installés parfois dans des caves.

Mais c'est dans les PTT qu'un mouvement de grève a pris le plus d'ampleur. Les postiers d'Alger, on s'en souvient, s'étaient mis en grève avant les émeutes d'octobre, à la suite des travailleurs de la zone industrielle de Rouiba. Ils avaient fait à nouveau grève au mois de décembre. Les autorités avaient fait des promesses.

C'est semble-t-il parce que des primes promises n'ont pas été versées que les postiers d'El Harrach (banlieue d'Alger) se sont mis en grève le 13 mars. Cette grève, qui s'est étendue à l'ensemble des travailleurs des PTT du territoire algérien, a duré juqu'au 28 mars.

Cette généralisation d'une grève, dans le cas des PTT, est un fait nouveau. Car si depuis le mois d'octobre les grèves n'ont pas cessé, marquant une combativité importante de la classe ouvrière (de nombreuses entreprises ont fait grève deux, voire trois fois), elles se sont déroulées indépendamment les unes des autres, et sont restées autant de conflits isolés, y compris au sein d'une même administration comme les PTT.

La grève des postiers qui s'est généralisée et le début d'extension à Hassi R'Mel ou à la NAFTAL sont peut-être ce qui a inquiété le plus le gouvernement algérien et qui semble avoir incité le Premier ministre à intervenir en personne.

Les forces de la classe ouvrière algérienne sont grandes. Même du point de vue du nombre, les salariés, qui sont 4 millions, représentent la grande majorité de la population active.

Par leurs luttes de ces derniers mois, les travailleurs algériens sont peut-être en train de découvrir leur force. En tout cas, ils ne se laissent pas abuser par les belles promesses et le nouveau discours «démocratique» de Chadli.

Serge DONNAT

...t départementales

...UN GOUVERNEMENT ANTI-OUVRIER

On ne peut pas dire que l'ANAP avait de larges assises dans le pays. Aux élections générales de novembre 1987, il avait obtenu deux tiers des sièges, avec 35% des voix seulement. Mais l'inflation, le chômage, la corruption et les scandales ont précipité son discrédit.

En novembre 1987, officiellement l'inflation était de 40%. Ozal avait promis de la ramener à 25%. Mais la réalité a vite fait de le remettre à sa place !

En 15 mois l'inflation a atteint les 114%.

Ainsi le pouvoir d'achat, si on peut l'appeler ainsi, a baissé de moitié. Plus de 5 millions de personnes (sur 55 millions d'habitants) se trouvent au chômage, sans aucune indemnité. Des millions de gens vivent dans les bidonvilles et n'ont que des expédients pour survivre. Ainsi presque les trois quarts d'Istanbul, Izmir, Ankara sont constitués de bidonvilles, dont la grande partie est peuplée par des jeunes de moins de 25 ans.

Et, pendant que ces millions de gens essaient de survivre dans une pauvreté absolue, l'entourage d'Ozal accumule des fortunes grâce à l'inflation, à la corruption et aux scandales, dus surtout aux exportations fictives qui rapportent des milliards sous formes d'«incitations».

Mais depuis plusieurs semaines une agitation intense règne dans les usines : le gouvernement a décidé d'interdire, pour une durée de deux mois la grève décidée par la quasi-totalité des 24 000 travailleurs de l'acier des usines de Karabuk et d'Iskenderun (Alexandrette). Mais les travailleurs ne se laissent pas faire pour autant. Ainsi les travailleurs de l'acier de Karabuk manifestent tous les jours par milliers, après le travail, devant le siège de l'ANAP.

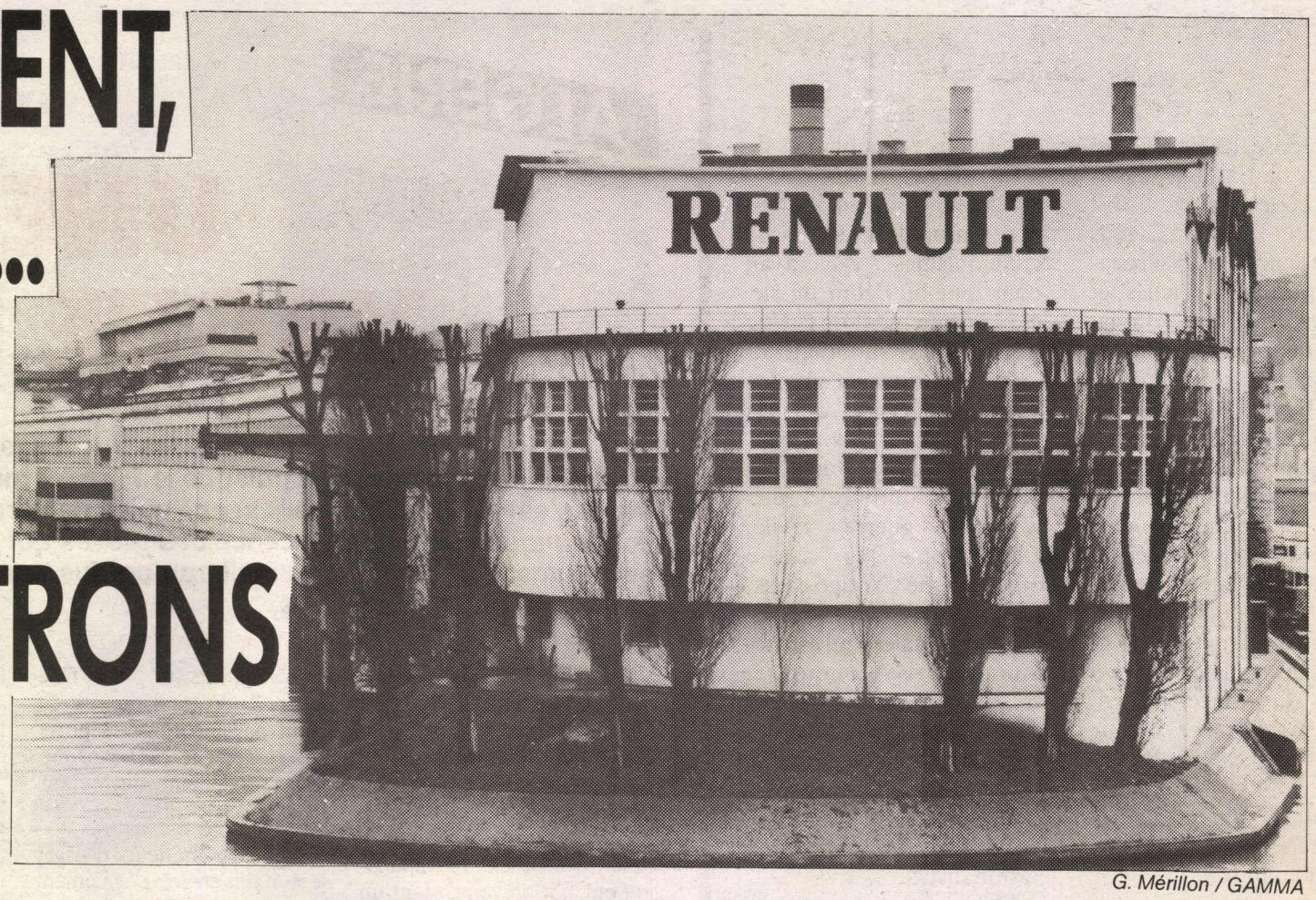
Dans des dizaines d'usines de la région d'Istanbul et d'Izmir, des travailleurs ralentissent les cadences collectivement, se portent malades tous ensemble, boycottent la cantine et ainsi montrent leur détermination à lutter contre les salaires de misère (environ 300 F par mois) et les mauvaises conditions de travail. Exemple assez révélateur : pendant la campagne électorale, un meeting du ministre du Travail a été envahi par les ouvriers du chantier naval de Golcuk (région d'Istanbul) et leurs familles, munis de casseroles vides et criant aux oreilles du ministre : *«Nous avons faim», «Nos enfants ont faim», «Comment, vous osez nous réclamer nos voix ?», «Nous ne croyons plus à vos mensonges !»*

Les travailleurs de Karabuk manifestent devant le siège de l'ANAP.

Les travailleurs ne croient plus aux mensonges de l'ANAP. Mais le problème sera, dans la période qui vient, celui des mensonges du Parti Social-Démocrate d'Inonu.

L'INTÉRESSEMENT, INTÉRESSANT...

POUR LES PATRONS



G. Mérillon / GAMMA

Mercredi 22 mars, après l'annonce du résultat de neuf milliards de bénéfices en 1988, la direction de la Régie Renault a annoncé son plan salarial pour l'année 1989 : 0,5% d'augmentation en septembre et 0,5% en décembre s'ajoutent aux 0,5% de janvier et de mars, soit un total de 2% pour l'année ; avec peut-être 0,5% en plus en octobre, si toutefois les résultats du groupe atteignent trois milliards de francs. Voilà pour les augmentations générales de salaire. Mais il y a aussi «l'intéressement».

La prime d'intéressement, en effet, se montera à 4 580 F pour un OS, à condition de ne pas avoir été absent durant l'année 1988 (maladie, accident du travail, etc.). Par comparaison, un cadre au coefficient 1000 touchera, lui, 19 500 F aux mêmes conditions. Il faut déduire de ces 4 580 F une avance de 940 F que la direction a versée en décembre 1988 suite à la grève à l'usine du Mans, sans doute pour calmer les esprits.

A l'annonce de ce plan, les travailleurs de Billancourt, du moins dans les secteurs de production, ont été plutôt surpris de toucher autant. L'intéressement a en effet plus que doublé par rapport à l'année précédente, où il n'était que de 1 900 F. Pourtant, cela tient plutôt du tour de passe-passe en faveur de la direction.

L'accord sur l'intéressement aux résultats financiers de l'entreprise a été signé le 9 mars 1988 par la direction et les syndicats FO, CGC, CFTC et CSL. Contrairement à ce que cherche à faire croire la direction, l'intéressement ne peut pas être considéré à l'égal d'une augmentation de salaire. En effet, il est lié aux résultats de l'entreprise et peut donc être purement et simplement supprimé d'une année sur l'autre.

D'autre part, ce n'est pas entièrement de l'argent «en plus». En effet, l'accord a transformé quatre primes trimestrielles qui existaient déjà depuis des années. Deux sont devenues des allocations, garanties par l'accord d'entreprise – la carotte pour obtenir la signature des syndicats – tandis que deux autres étaient donc transformées en primes d'intéressement. L'augmentation de l'intéressement s'explique ainsi, presque pour moitié, par le fait que ces deux primes y ont été incluses !

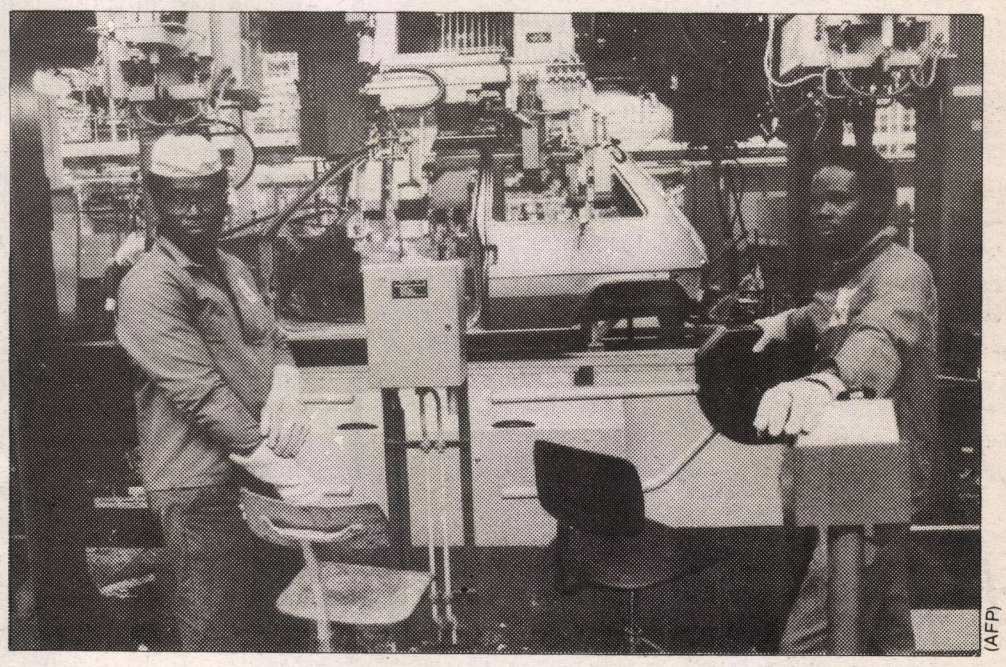
L'intéressant pour la direction, c'est qu'elle ne paye pas de charges sociales sur ces sommes, qui ne sont pas considérées comme des salaires, ni d'impôt, car elle peut les déduire de ses bénéfices. Pour les travailleurs, en revanche, l'intérêt n'est pas évident. Si l'intéressement n'est pas soumis à cotisations sociales, il est à inclure dans le revenu imposable. De plus, n'étant pas soumis à la cotisation vieillesse, cet argent ne rentre pas en compte dans le calcul de la retraite. Enfin, cette mise d'une partie du salaire «hors cotisations» risque de n'être un gain que bien provisoire. Si cette pratique se généralisait, elle contribuerait à accroître le déficit de la Sécurité sociale, qu'on demanderait alors aux salariés une fois de plus de combler par une augmentation des cotisations sur le restant du salaire.

D'après la direction, l'intéressement pour 1988 représente 6% de la masse salariale. Mais, légalement, les patrons peuvent aller jusqu'à 20% de celle-ci. Si Renault poursuivait dans cette voie, entre autres, les retraites pourraient à la longue en prendre un sacré coup !

Est-il dans les intentions de la Régie d'augmenter ainsi la part du salaire versée sous forme d'«intéressement» ? Cela irait dans le même sens que la politique adoptée par d'autres constructeurs automobiles, comme Fiat : céder une augmentation – légère – si l'entreprise est en bénéfice, sans s'engager pour les années suivantes, et même en déclarant que tout sera remis en cause si les bénéfices diminuent ou disparaissent.

Reste à savoir si les travailleurs trouveront longtemps «intéressant» que, en guise d'augmentation, on leur concède un pourboire sur les profits qu'on a faits... sur leur dos justement !

Correspondant LO



(AFP)

LE "SOCIAL" DE LA RÉGIE

UNE ESCROQUERIE

150 travailleurs, qui ont quitté Renault en 1986, 1987 et 1988, viennent d'attaquer la Régie devant les Prud'hommes, à l'initiative de la CFDT.

Une conférence de presse s'est tenue mardi 21 mars à Billancourt et a été l'occasion de montrer ce que sont réellement les «plans sociaux» de la Régie.

Au moment de leur départ, la Régie a donné à ces travailleurs le «choix» entre le licenciement sec et le départ avec une allocation de reconversion de 50 000 francs. Evidemment, ils ont pris l'allocation et ont réussi à tenir quelque temps avec les indemnités de chômage. Mais beaucoup arrivent maintenant en fin de droits et n'ont pas retrouvé de travail.

De plus, si en 1987 et 1988 le «plan social» a touché un peu tout le monde (ouvriers, employés et cadres), en 1986 les 500 travailleurs licenciés étaient en majorité âgés, handicapés ou malades.

Parmi les 150 travailleurs qui attaquent la Régie, une grande majorité a plus de 50 ans et donc très peu d'espoir de retrouver un emploi et 45% d'entre eux sont invalides.

Voilà ce que Renault appelle un «plan social», une escroquerie qui consiste à jeter dehors des travailleurs qui se retrouvent vite exclus, sans ressources aucunes.

La Régie peut pavoiser avec son bénéfice record de 9 milliards. C'est sur le dos des licenciés – comme de ceux qui restent au travail – qu'elle a fait ses profits.

Correspondant LO

Thomson tubes électroniques (Vélizy – 78)

"USINE EN LUTTE", DIRECTION EN FUITE

Depuis le coup de colère de mercredi dernier, où 240 travailleurs - soit un sur cinq - avaient reçu leur lettre de licenciement, le travail n'a pas repris à Thomson Vélizy.

Tout licenciement est choquant, surtout quand on sait que Thomson a largement les moyens de payer l'emploi de tous ; mais qui plus est dans plusieurs services, la direction a licencié sans tenir compte de ceux qui avaient clairement exprimé leur désir de partir ; ailleurs, elle touche des femmes et des hommes ayant de lourdes charges de famille et un seul petit salaire à la maison, ou elle règle ses comptes avec certains, oubliant soudain les «besoins de la production» dont elle nous rebattait les oreilles.

La direction comptait sur la démoralisation, elle a eu droit à la colère.

Jusqu'au week-end de Pâques, la principale préoccupation des grévistes a été : «Production zéro». Pendant trois jours, un cortège de 300 travailleurs environ a circulé dans l'usine, pour inciter les hésitants à rejoindre la grève et, de toute façon, pour empêcher la production.

La direction a alors proposé de revoir huit «cas sociaux» - comme si tous les travailleurs ne risquaient pas de se retrouver un jour ou l'autre des «cas sociaux», dès l'instant qu'ils perdent leur emploi !

Mardi 28 mars, la grève reconductible jusqu'à satisfaction des revendications a été votée par l'assemblée générale. Ces revendications sont :
- que ceux qui veulent rester puissent rester ;
- que ceux qui veulent partir puissent le faire avec une indemnité conséquente. (Rappelons qu'à l'usine Thomson de Gennevilliers, les départs volontaires se sont négociés sur la base de 90 000 F ; à l'usine voisine d'Alcatel, la direction propose 200 000 F. Avec les 50 000 F tout compris «offerts» aux licenciés de Vélizy, on en est loin).

La direction a claqué la porte et pris la fuite. Les chefs pris à partie par les travailleurs parce qu'ils avaient collaboré à l'établissement des listes ont préféré prendre du large, histoire de se faire oublier. La direction, elle, a déclaré mardi 28 mars avec cynisme qu'elle refusait toute discussion *«tant que le travail ne sera pas repris de manière conséquente»*, autrement dit : «Reprenez quelques jours, on vous fera signe».

A l'heure actuelle (mercredi 29), la grève s'installe dans la durée. Même les travailleurs non touchés par la première vague de licenciements sont conscients qu'il y en aura une seconde à des conditions encore plus désavantageuses.

Et puis, au moment même où Gomez, dans *Le Figaro,* se vante des succès de sa politique qui permet à Thomson d'afficher plus de 3 milliards de bénéfices pour l'an passé, il est dur d'accepter que ces superprofits se fassent sur le dos des licenciés. C'est quand même un comble que plus une entreprise se porte bien, plus les travailleurs de cette dernière se portent mal.

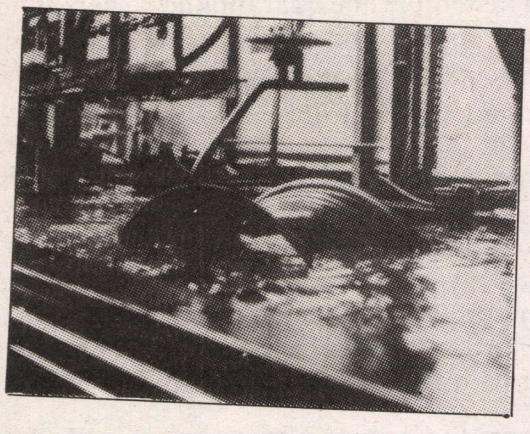
Chacun est aussi conscient que la lutte d'aujourd'hui prépare l'ambiance de demain : la direction et les hauts cadres ont beau vouloir répondre par le mépris aux revendications, il n'empêche que déjà, en relevant la tête, les travailleurs de Thomson-Tubes électroniques ont commencé à se faire respecter.

Correspondant LO

Delachaux (Gennevilliers)

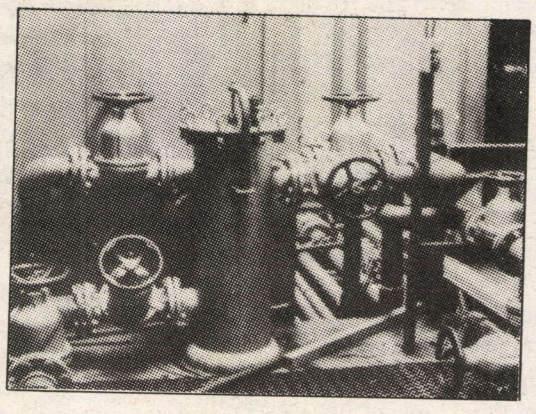
EN GRÈVE POUR LES 1000 F

Partie le vendredi 17 mars d'un petit secteur d'une vingtaine de travailleurs de la peinture, la grève s'est étendue le mardi 21 au secteur des roues (100 travailleurs), puis, petit à petit, au reste de l'usine. Et mercredi 29 mars, il y avait environ 200 grévistes sur les 250 travailleurs à la production que compte cette usine de Gennevilliers. Les bureaux, eux, continuent à travailleur, mais sans hostilité pour les grévistes.



Une assemblée générale des travailleurs se réunit chaque matin, et un comité de grève a été élu...

Le mercredi 29 mars, Delachaux, le patron, a reçu les délégués du personnel (refusant de recevoir les délégués du comité de grève) et les a retenus 3 heures... pour leur dire qu'il ne céderait rien ! A la suite de cette soi-disant «négociation», les travailleurs qui étaient encore présents à l'usine, une soixantaine, se sont aussitôt réunis pour voter la reconduction de leur grève. Delachaux dit qu'il n'a pas d'argent pour eux, que les revendications des travailleurs lui coûteraient 9 millions et couleraient son usine ! Il semble avoir oublié qu'il tient un autre langage quand il s'adresse au journal des patrons, *l'Expansion :* là, il dit que son groupe devrait prochainement annoncer un *«bénéfice net consolidé»* d'au moins 25 millions de francs pour l'année ! Largement de quoi augmenter tout le monde de 1000 F par mois, même si cela coûte, d'après ses calculs, 9 millions de francs...



Le patron en tout cas semble penser que la grève va continuer, car il a fait demander à son encadrement de venir travailler le week-end... ce qui ne plaît pas à tous ceux qu'il voudrait mobiliser pour servir de jaunes.

En tout cas, une nouvelle assemblée générale devait avoir lieu jeudi 30 mars et les travailleurs en grève, qui disent qu'on n'avait jamais vu ainsi toute la production en grève ensemble depuis... 1968, sont décidés à continuer !

Correspondant LO

TFN

LES NETTOYEURS DES ATELIERS RATP EN GRÈVE DEPUIS LE 1er MARS

Cela fait maintenant plus de quatre semaines que les nettoyeurs de l'entreprie TFN sont en grève. Jeudi 23 mars, la direction de la RATP – qui emploie les services de la société de nettoyage – rencontrait le PDG de TFN, Hubert. Et la RATP décidait à cette occasion une augmentation des contrats de près de 300 000 F. Hubert, après avoir empoché la rallonge, est tranquillement parti en week-end à Pâques. Il avait l'esprit tranquille puisque la RATP lui laisse jusqu'au 31 mars pour régler le conflit. A Championnet, les travailleurs de l'atelier de réparation de la RATP vivent dans la crasse pendant ce temps-là, comme sur la plupart des dix-sept autres chantiers, pendant que les nettoyeurs en grève sont privés de salaire. On voit bien là le cynisme de la direction de TFN, comme de celle de la RATP.

Mercredi 29 mars, la direction de TFN rencontrait les représentants CFDT des nettoyeurs, et la proposition de TFN était de revenir à la situation d'avant avec l'entreprise GBN, soit 64 employés.

C'est un premier recul, mais elle proposait aussi que les 13 licenciés réembauchés le soient en contrat de trois mois. Les nettoyeurs voient bien le piège, même s'il est assorti d'une proposition de la RATP de nommer un arbitre reconnu par les deux parties, c'est-à-dire TFN et la CFDT.

En trois mois bien des choses peuvent se passer, et si «l'arbitre» tranchait en faveur de TFN, les nettoyeurs seraient revenus à zéro. Sans compter que TFN maintient un plan de restructuration dont les nettoyeurs ne veulent absolument pas.

Les négociations devaient reprendre le vendredi 31 mars. A suivre...

Correspondant LO

Vallourec (Vitry-le-François - Marne)

DÉBRAYAGES POUR LES 500 FRANCS

L'usine Vallourec de Vitry-le-François fait l'étirage à froid des tubes d'acier. 1200 personnes y travaillent. Et depuis plusieurs semaines des débrayages quotidiens ont lieu.

La paie n'est pas grosse à Vallourec. Par exemple, un O3 avec 15 ans d'ancienneté touche 5 000 F par mois. Par contre, la productivité n'arrête pas d'augmenter : l'an passé, elle a grimpé de 17%. Il y a deux ans, la direction avait licencié près de 300 personnes. Depuis, elle a embauché 130 contrats à durée déterminée et elle fait pression pour le travail du samedi.

En 1988, les profits de Vallourec ont été de 200 millions. Pour 1989, la vente du Siège social va lui rapporter à elle seule 400 millions. Pour les actionnaires, ça va bien : l'action Vallourec a eu le record de hausse des actions en 1988.

Alors, pas étonnant que le mécontentement monte, vu que la direction ne proposait que 2,2% d'augmentation. Le premier débrayage a eu lieu le 7 mars, à l'initiative de la CGT. L'assemblée générale a adopté comme revendications principales une augmentation de 500 F pour tous et l'embauche des contrats à durée déterminée, et a décidé de faire chaque jour des débrayages de 1 ou 2 heures jusqu'aux négociations.

A ces négociations, la direction n'a rien lâché. Depuis, les débrayages ont continué avec assemblée quotidienne regroupant de 200 à 300 personnes sur 600 ouvriers. Face à ces débrayages pourtant limités, la direction n'est pas rassurée. Elle a fait souder les portes (ouvertes) de peur sans doute qu'on ne les ferme pour de bon ! Elle demande au personnel de ne plus passer par la pointeuse où se tient le piquet de grève... Et elle demande aux chefs de faire des réunions dans chaque secteur et de convaincre les grévistes en leur proposant des rallonges individuelles. Enfin, le 23 mars, elle a annoncé qu'elle proposait 1% de plus pour 1989 et 1% encore pour 1990.

A l'assemblée du lendemain, tout le monde a considéré que cela ne faisait pas le compte, qu'il fallait continuer le mouvement pour faire aboutir les véritables revendications.

Une minorité pense qu'il faut aller plus loin. Et l'idée a été reprise d'une journée entière de grève avec manifestation en ville et appel aux travailleurs des autres usines. Mais beaucoup hésitent aussi à démarrer un vrai mouvement.

En tout cas, après des années de résignation, l'ambiance est de nouveau à la lutte. Les patrons ont en effet des raisons de s'inquiéter.

Legrand et Davoye (Limoges)

LES SALAIRES EN QUESTION

Legrand, c'est le numéro un de la fabrication du matériel électrique : du tout petit matériel pour particulier au gros matériel industriel. Sur Limoges, ce sont 2 600 employés répartis entre plusieurs usines. Et dans de nombreuses petites villes aux alentours (Saint-Yrieix, Chalus, Saint-Junien en Haute-Vienne, Confolens en Vienne, Uzerche en Corrèze par exemple) les usines Davaye (filiale de Legrand) emploient en tout quelque 1100 personnes.

Le groupe Legrand se porte bien. Il est réputé pour sa «productivité, son dynamisme»... et il a la cote en Bourse. En 1988, ses bénéfices nets ont augmenté de 30% par rapport à ceux de l'année passée, et les dividendes que vont toucher les actionnaires sont en hausse de 11,8% !

L'envers de la médaille, bien sûr, ce sont les salaires. Un ouvrier au 1er échelon, à l'embauche, gagne 4645 F brut, soit à peine 4 000 F net, prime de fin d'année comprise. Et un professionnel de fabrication, 2e échelon, en début de grille, a 5741 F brut. Pas étonnant qu'avec de tels salaires les bénéfices grimpent. Mais trop, c'est trop.

Depuis le 15 février, des débrayages ont commencé dans la plupart des usines Davaye. Puis certains services de Legrand ont commencé à débrayer dans la semaine du 13 au 17 mars, à l'appel de la CGT et de FO. Les débrayages ont gagné l'ensemble des services la semaine suivante. Le plus souvent ce sont des débrayages de 1 ou 2 heures.

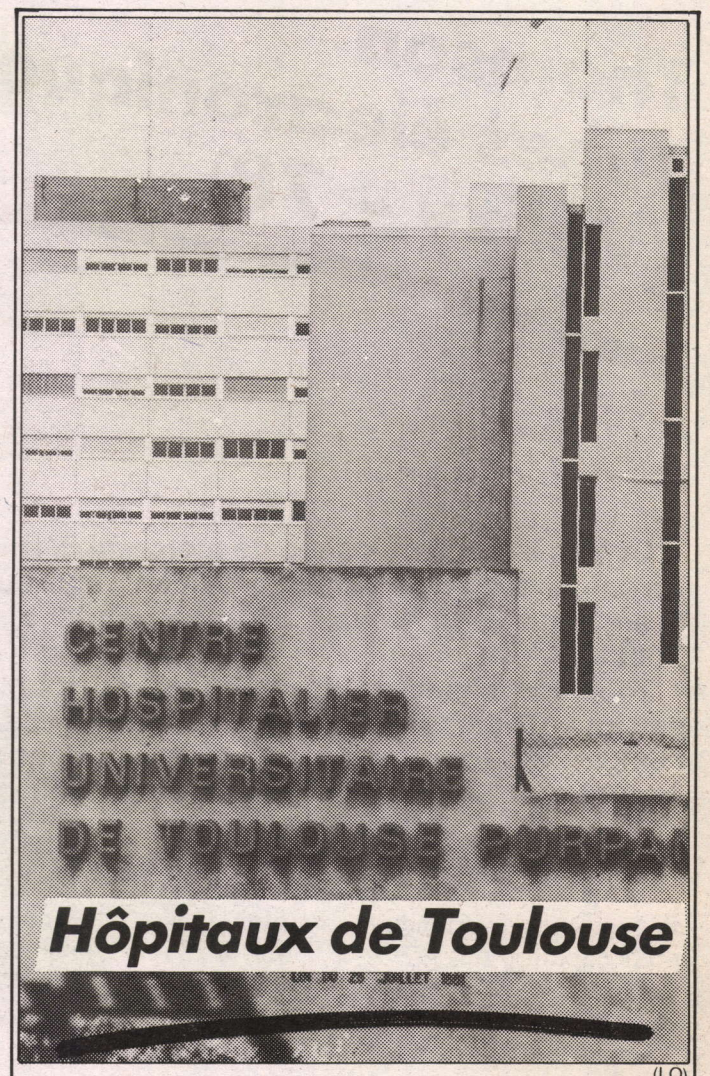
Nous exigeons 800 F pour tous, une prime de vacances portée à 1000 F. Pour l'instant, le PDG propose 2,5%. Et il a eu le front de répondre que, comme nous touchons, tous les cinq ans, une prime de participation aux bénéfices... on devrait être content, puisque les bénéfices sont en hausse !

Comme par hasard d'ailleurs, cette prime est calculée sur le salaire de base. Moins on gagne, et moins on participe aux bénéfices... peut-être parce qu'ils sont justement faits sur notre dos !

Mardi 21 mars, toujours à l'appel de la CGT et de FO, nous nous sommes retrouvés à plus d'un millier au siège à Limoges. Et vendredi 24, nous avons manifesté de nouveau à un millier dans les rues de Limoges.

Pour l'instant, le PDG Grapotte et avec lui les familles Decoster et Vespiren, principaux actionnaires et têtes de file du patronat limousin, ne cèdent pas. Mais ils n'en ont pas fini. Et en tout cas, des débrayages chez Legrand à la grève aux porcelaines Lafarge ou aux débrayages aux porcelaines Reynaud, tout montre que le ras-le-bol s'amplifie.

Correspondant LO



(LO)

LUTTER PAR CATÉGORIE OU TOUS ENSEMBLE ?

Au CHR de Toulouse, comme dans bien des hôpitaux, il règne un climat d'insatisfaction chez les différentes catégories de personnel. Après les kinés, les personnels des labos revendiquaient début février, puis les agents de bureau, enfin les sages-femmes. Quant aux infirmières, nombreuses sont celles qui sont mécontentes au vu des dernières augmentations.

En fait, toutes les catégories se sentent concernées par le problème des bas salaires, même si chacune se contente de manifester dans son coin. Cependant l'idée qu'il faudrait s'y mettre tous ensemble pour faire reculer direction et gouvernement commence à faire son chemin chez une petite minorité, y compris chez les infirmières.

Le 23 mars, à l'assemblée générale de la Coordination du Personnel de Santé de Purpan, qui a rassemblé une quarantaine de personnes, la plupart des personnes présentes ont exprimé leur rejet du corporatisme : *«Il y a 80 catégories à l'hôpital, et seulement 12 mois dans l'année»; «Et pourquoi pas une coordination des coiffeurs en colère !»; «On fonctionne tous en équipe. Quand on a un problème de robinetterie dans un service de soins, c'est aux collègues des ateliers qu'on fait appel».* Et même des infirmières qui au début étaient préoccupées par leur statut ont avoué que c'est surtout la dernière ligne de la feuille de paie qui les a intéressées... et déçues.

Alors, l'idée de la lutte tous ensemble devrait continuer à faire son chemin.

Serge Dassault et Mitterrand au Salon du Bourget. L'argent rentre, les travailleurs sont éjectés. Les avions ne sont pas les plus voleurs. (AFP)

LES LICENCIEMENTS, ÇA NE PASSE PAS !

Serge Dassault a confirmé le 23 mars dernier, au cours d'un Comité central d'entreprise, son intention de fermer l'usine de Toulouse et donc de licencier à nouveau. Parallèlement il doit annoncer début avril des profits en plein boom, qui iront alimenter la fortune d'une des plus riches familles de France.

L'usine de Toulouse, où travaillent 1 500 salariés, serait donc fermée, selon le PDG. 850 salariés retrouveraient un emploi dans les autres usines du groupe. Quant aux autres, Dassault leur suggère d'aller se faire embaucher ailleurs : soit à l'Aerospatiale, soit chez les sous-traitants. Et comme chez les milliardaires on ne manque pas de cynisme, le PDG a déjà prévenu que le reclassement des travailleurs qui seraient trop portés à contester sa politique de licenciement serait plus difficile.

En fait, Dassault a raison de s'inquiéter des réactions. Déjà à Toulouse l'agitation est permanente, et les travailleurs de cette usine ont réussi une première fois, une semaine avant la tenue du Comité central d'entreprise, à mobiliser dans leur sillage plus de 4 000 salariés de Dassault au cours d'une manifestation parisienne. Des travailleurs de Saint-Cloud, d'Argenteuil, de Vélizy, de Biarritz et bien sûr de Toulouse étaient présents. Depuis 1976, on n'avait pas vu une telle mobilisation, capable de toucher toutes les catégories de salariés, dans les usines Dassault.

C'est ainsi qu'à Saint-Cloud dix cars se sont remplis pour aller à la manifestation (600 personnes environ). Les ouvriers étaient étonnés de voir de nombreux chefs, des responsables de service et des ingénieurs les rejoindre en grand nombre. Et une semaine plus tard, juste après le CCE, lors de l'assemblée d'information appelée par la CGT, la CFDT et FO (la CGC n'y appelait pas), de nombreux techniciens et ingénieurs ont participé au débrayage. L'assemblée des travailleurs, au nombre de 400, était pour moitié composée d'ouvriers et pour moitié de techniciens et d'ingénieurs.

Il y avait longtemps que l'on n'avait pas vu ce genre d'assemblée à Dassault Saint-Cloud.

Sans doute, le fait que le plan de Dassault s'attaque aujourd'hui à toutes les couches de salariés n'est pas étranger à l'ampleur de ces premières réactions. Lors du dernier «plan social», qui remonte à 1987, la suppression de 1 200 emplois et la fermeture de quatre sites d'usines n'avait pas donné lieu à de telles réactions locales. Certains nourrissaient alors quelques illusions sur leurs conditions et assistaient au licenciement des ouvriers sans rien dire. Aujourd'hui, les attaques de Dassault ramènent chacun à la réalité : personne n'est à l'abri des licenciements.

C'est souvent au travers de leurs activités professionnelles que les techniciens et les cadres de Toulouse ont su communiquer leur colère à ceux des autres usines ; le téléphone a marché. Et le fait qu'ils se joignent aujourd'hui aux ouvriers pour protester collectivement peut être un gage de succès pour l'ensemble des travailleurs.

Toutefois, si la protestation est relativement large, la combativité dans les usines autres que Toulouse reste modérée. Tant les travailleurs que les organisations syndicales sont à l'écoute des initiatives qui pourraient être prises à Toulouse, mais personne n'est à l'heure actuelle prêt à prende la tête d'une contre-offensive générale, même il devient clair à présent que la tactique de Dassault est de s'en prendre aux uns après les autres, sans vouloir s'affronter à tous en même temps.

Il reste que, contrairement à ce qui s'est passé ces dernières années, les jeux ne sont pas faits. Les premières réactions montrent que les travailleurs ne se sentent pas défaits par avance.

Correspondant LO

Sur Rouen-Paris

LA SNCF FACE A UNE GRÈVE DU BILLET

Sur le parcours SNCF Rouen-Paris, des abonnés répondent depuis des mois à un mot d'ordre de grève : ils refusent de présenter leur titre de transport pour protester contre les augmentations de tarif, qui sont de 34% en deux ans. Ils demandent au gouvernement de leur accorder un tarif social Travail-Domicile.

Le 9 mars, sur le train 3166 Rouen-Paris, les abonnés grévistes ont eu le soutien inattendu et sans doute involontaire de la SNCF pour populariser leur action. La direction a en effet bloqué le train à Vernon 50 minutes environ, en attendant des renforts de police pour verbaliser quelques dizaines de protestataires.

Mais du coup, ces abonnés se sont retrouvés à la tête d'un rassemblement de plusieurs centaines de voyageurs qui, sur les quais, ont forcé la SNCF à remettre le train en marche.

La SNCF a fait la démonstration du mépris avec lequel elle traite les voyageurs... ça lui retombe sur les doigts.

Correspondant LO

CATERPILLAR

LES VOLEURS ET LES VENDUS

Le groupe américain Caterpillar est le numéro un mondial des matériels de travaux publics. Dans la région grenobloise, il possède deux usines regroupant 2 500 travailleurs au total, produisant des chargeuses et des bulldozers.

Les syndicats CGT, CFDT et CFTC des deux usines ont signé avec la direction un accord intitulé *«Front uni contre les vols et les fraudes»*, dans lequel les syndicats *«s'engagent à dénoncer toute forme de vol et de fraude et à ne pas entraver les actions prises par l'entreprise pour éliminer les vols et les fraudes»*.

Le sens moral de la direction ne va pas jusqu'à inclure les actionnaires du groupe, et ses menaces répressives ne s'adressent qu'aux seuls salariés qui pourraient être tentés par le démon de la récupération individuelle. Il y aurait pourtant mieux à faire. Qu'on en juge !

Pour l'année 1988, les profits nets du groupe se sont élevés à 3,8 milliards de francs, le double de l'année précédente. Quant aux salaires, ils sont bas, 4 500 F à 6 000 F pour la plupart des travailleurs, et bloqués depuis des années. Alors c'est bien Caterpillar qui vole, et à grande échelle, les travailleurs. Et s'il y a un front uni à réaliser, c'est celui des travailleurs, pour qu'ils récupèrent collectivement tout ou partie de ce que Caterpillar leur vole !

Dans les ateliers, des travailleurs ont réagi à la lecture de l'accord. Cela allait des réflexions ironiques *«Tiens, pour une fois les syndicats sont d'accord»* à des réflexions comme *«C'est un vrai appel à la délation. Ils ont touché combien pour signer cela ?»*.

Correspondant LO

Les grévistes en pointes

Ce sont maintenant les danseurs de l'Opéra de Paris, et quelques autres troupes en France, qui se sont mis en grève. Ils protestent contre un nouveau projet de statut. Ils ont interrompu les représentations du ballet La belle au bois dormant. *La Belle s'est recouchée en attendant la fin du conflit.*

Le directeur de la musique et de la danse a dit que les négociations n'étaient pas rompues, mais les danseurs ont répondu que cela leur faisait une belle jambe.

Le printemps sera-t-il chaud ?

Les «pervenches» parisiennes manifestent le 30 mars et font la grève des PV pour protester contre leurs conditions de travail.

Une hirondelle ne fait pas le printemps. Mais si même les pervenches s'y mettent, avec tous les mécontents de toutes les catégories de salariés, c'est peut-être un signe que gouvernement et patrons pourraient avoir chaud d'ici peu.

Dans notre courrier

Ouvrier boulanger : Non à l'exploitation... à la baguette !

Je ne sais plus qui disait *«le secret de tout dire est de se taire»*, mais trop, c'est trop !

Je suis ouvrier boulanger dans une petite entreprise de deux employés : un pâtissier et un boulanger.

Depuis 17 mois que j'y suis embauché, mon salaire n'a pas augmenté, il stagne à 6 000 F net et pourtant l'entreprise est plus que florissante. Elle nous a imposé des conditions de travail de plus en plus pénibles en nous demandant d'augmenter notre productivité. J'ai dû fabriquer de plus en plus de pain en 8 heures. Or pour mener mon travail à bien, il me faudrait 3 heures de plus.

Alors je me suis battu pour obtenir une augmentation de salaire. Je voulais 400 F de plus. Lorsque j'ai annoncé cela à mon patron, nos rapports sont devenus orageux. On aurait dit qu'il avait reçu la foudre sur la tête ! Augmenter ses bénéfices, cela ne lui posait pas de problèmes, augmenter mon salaire, cela lui semblait tout à fait impossible.

A l'approche des fêtes de Noël, il nous a obligés à faire des heures supplémentaires et cela a représenté à peu près 500 F. Il décida alors de ne pas me donner cette somme immédiatement, tout en me faisant un chantage : *«Si tu es sage et que tu travailles chaque jour deux heures de plus, je te les paierai après les fêtes de fin d'année». «Voleur, négrier, ton chantage est inacceptable»*, lui ai-je répondu !

Etant parti en arrêt maladie, quelle a été ma surprise à mon retour, en constatant qu'il avait embauché deux autres personnes : un pâtissier et une vendeuse... Mais les conditions de travail sont restées les mêmes. Depuis, j'ai reçu un préavis de licenciement ! (...).

Thierry

Une date à retenir : 13, 14, 15 mai

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Comme c'est de tradition, la fête de Lutte Ouvrière se tiendra durant les trois jours du week-end de Pentecôte. Mais attention, la Pentecôte est tôt cette année et le week-end de la fête sera celui des 13, 14 et 15 mai.

Soyez des nôtres pendant ces trois jours... et parlez-en à tous vos amis et connaissances !

Aux camarades et amis des autres groupes politiques

Cette année comme les années précédentes, nous avons à cœur que notre fête ne soit pas seulement un lieu de détente et de divertissement, mais aussi un lieu de rencontre entre travailleurs et militants qui ne partagent pas tous les mêmes idées : un lieu de discussions, voire de polémiques entre courants et groupes différents ; de France comme de tous les autres pays.

Depuis que notre fête existe, nous avons voulu en faire une fête populaire, ouvrière, mais nous avons voulu aussi - car c'est lié - en faire un rassemblement de tous les courants qui se réclament de l'émancipation nécessaire des travailleurs. En particulier de tous les courants de l'extrême-gauche. Nous y avons en partie réussi - plus d'une centaine de groupes divers sont présents à notre fête - et nous tenons à ce qu'elle demeure ce vaste et quasi unique forum entre militants et groupes venus d'horizons politiques et pays divers. C'est pourquoi nous continuons à mettre à la disposition des groupes politiques qui le désirent un stand où ils pourront exposer et diffuser leur presse. C'est notre façon de défendre la démocratie ouvrière.

Mais attention, le nombre d'emplacements est limité. Les places sont attribuées à l'avance et nous demandons aux groupes qui voudraient venir de faire vite et d'adresser leur demande au journal.

Tout courrier à :
LUTTE OUVRIERE
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Aux artistes

Trois jours de spectacle et d'animations, sur plusieurs scènes, pour que les trois jours de notre fête soient pour tous trois jours de divertissement, avec de nombreux choix, c'est possible à LO. D'autant plus que, nous le savons, nombre d'artistes, chanteurs ou fantaisistes, troupes de théâtre ou orchestres, sont prêts à nous apporter leur concours, par sympathie pour nos idées ou simplement parce qu'ils ont envie, eux aussi, d'être de la fête et de rencontrer un public chaleureux et enthousiaste, en acceptant de le faire de façon bénévole... ou la plus bénévole possible.

Alors, tous ceux qui veulent participer à notre fête peuvent se signaler et doivent nous écrire au plus vite. Merci !

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

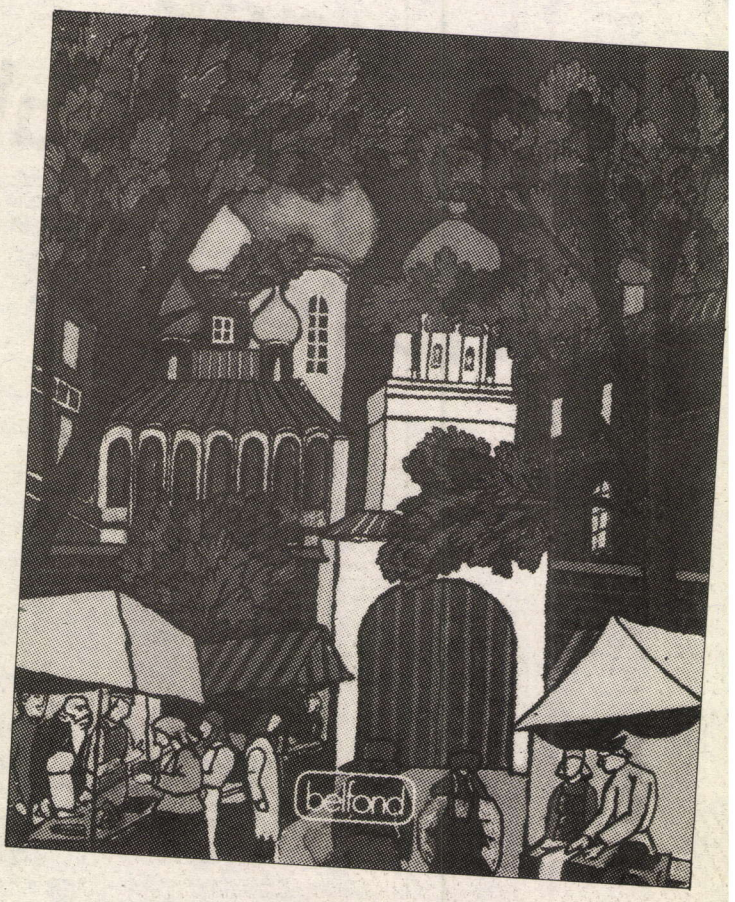
ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

"MOSCOU" de Schalom Asch



Le Moscou du titre de ce roman, c'est celui des journées révolutionnaires d'octobre 1917 et des mois qui ont suivi. Le roman constitue le dernier volet d'une trilogie *(Saint-Pétersbourg-Varsovie-Moscou),* au travers de laquelle Schalom Asch, romancier juif écrivant en langue yiddish, retrace le cheminement d'un certain nombre de petits et grands bourgeois juifs russes et polonais.

Zakhari Mirkin, le personnage central de ce troisième volume, jeune bourgeois juif, s'est révolté contre sa famille. Après être passé en Pologne par le Bund, une organisation social-démocrate juive, il s'est rallié aux bolcheviks et se retrouve pendant les journées de la prise du pouvoir au commandement d'un groupe d'ouvriers armés. Il a rejoint les bolcheviks parce qu'il voulait mettre fin à l'oppression, à la guerre, et que «son peuple» (les Juifs - NDLR) ne pouvait trouver de salut que sur ce dernier champ de bataille, dans cette «lutte finale».

Tout se passe comme si, dans ce roman écrit vers 1930, Schalom Asch s'était fait le porte-parole des intellectuels petits-bourgeois qui ont subi l'attraction de la révolution russe, voire y ont participé, par haine du tsarisme, dégoût des couches dirigeantes et des capitalistes de leurs pays, par «foi» aussi dans la prise de conscience du prolétariat, mais une foi plus mystique que révolutionnaire, et qui s'en sont éloignés, dégoûtés et déçus par la tournure que prenait la révolution prolétarienne.

Schalom Asch n'a pas participé à la révolution russe. Il avait déjà émigré aux Etats-Unis à cette époque. Il a dû écouter, faire parler, chercher à comprendre des hommes et des femmes qui y ont participé. Ce qu'il décrit sonne plutôt juste et paraît vrai ou vraisemblable. mais la réalité est vue par les yeux de ces petits bourgeois aux idéaux démocratiques, vite déçus par une réalité qui n'avait rien d'idéal. Ceux-ci ne virent plus que le foisonnement, au sein du nouveau régime, des ralliés de la dernière heure, des arrivistes et des incompétents, la glorification de la force armée pour créer l'Armée Rouge, les agissements de la police politique. Et ils s'éloignèrent... En fait, le grand absent de leurs perspectives, dans la réalité comme dans le roman, c'était le prolétariat. Les travailleurs en lutte apparaissent quelquefois, dans ce roman, mais comme des figurants, et c'est révélateur.

Moscou est cependant un roman intéressant et souvent prenant, à condition de ne pas se laisser arrêter par le style par moment romantique de l'auteur. C'est d'abord un récit des journées révolutionnaires à Moscou. Schalom Asch est peut-être loin des travailleurs, mais il sait très bien décrire les bourgeois de tout acabit. On n'oubliera pas la description de ces bourgeois enfermés à l'hôtel Métropole pendant la durée des journées révolutionnaires. Leurs habitudes, la couardise, le manque de jugement de la plupart d'entre eux, leurs rapports avec les serviteurs, avec l'argent, Asch fait partager le mépris que tout cela lui inspire. Il montre comment ces bourgeois n'ont pensé ensuite qu'à tirer leur épingle du jeu, se moquant éperdument du sort de la population, ne pensant qu'à défaire le pouvoir bolchevik... et surtout à protéger leur argent. On n'oubliera pas non plus, le voyage de l'avocat juif Halpérine et de son fils qui veulent rejoindre les Blancs et qui découvrent, épouvantés, que ce camp-là est pire que celui qu'ils viennent de quitter.

Après l'assassinat de son père par des cosaques antisémites, le jeune Halpérine rejoindra l'Armée Rouge. Quant à Mirkin, il retrouve sa fiancée en Pologne, où là aussi, les espoirs soulevés par la fin de l'autocratie russe sont bien loin...

On est souvent irrité par la façon dont l'auteur parle de Lénine, ou plutôt lui prête des «pensées», et dont il décrit le principal bolchevik qu'il met en scène, le «camarade Marek», une espèce de grand-prêtre qui se sert des femmes et qui n'a pas de scrupules à devenir tortionnaire. Cela fait partie des ambiguïtés de ce roman, qui décrit à la fois la nécessité de la révolution russe, l'absence de toute autre issue, et qui en même temps justifie tous ces petits-bourgeois qui ont préféré fuir le combat plutôt que de s'intégrer au nouveau régime et d'y combattre, en même temps que ses ennemis extérieurs, les bourgeois et les Blancs, ses ennemis intérieurs, ces «nouveaux profiteurs» qui déjà s'installaient...

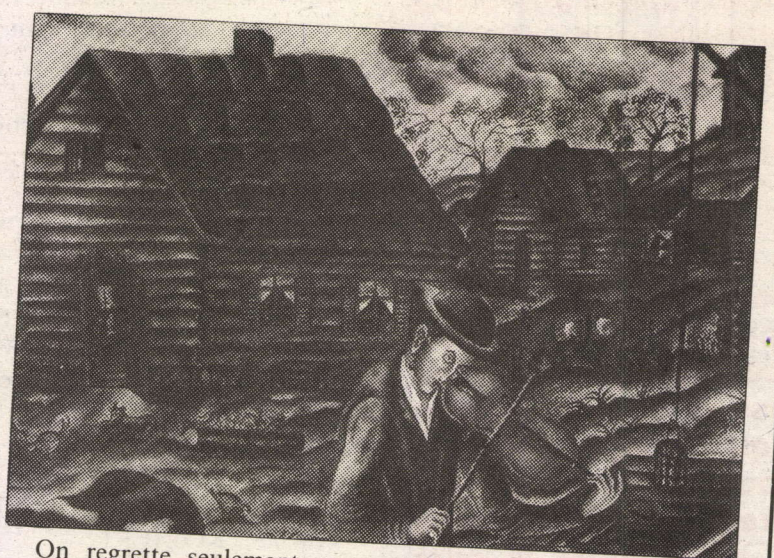
Sylvie FRIEDMAN

Moscou de Schalom Asch. Ed. Belfond, 367 p., 148 F.

"Une maisonnette au bord de la Vistule"

et autres nouvelles du monde yiddish

Ce recueil est une anthologie des nouvelles écrites, entre 1869 et 1976, par différents auteurs juifs de langue yiddish. Ceux-ci en général auraient pu aussi bien écrire en russe ou en polonais, mais avaient choisi de le faire en yiddish au XIX^e^ siècle pour toucher un public populaire ; puis dès la fin de ce siècle, parce qu'ils estimaient ainsi se faire les porte-parole d'un peuple opprimé.



Les plus intéressantes nouvelles sont celles qui datent d'avant 1940. A la fin du XIX^e^ siècle, la satire et les textes drôles dominent. Datant du début du vingtième siècle, *Mon premier roman d'amour* de Sholem Aleichem, l'un des plus célèbres écrivains yiddishs, est un texte dont l'ironie et l'humour n'ont pas pris une ride. *Une génération s'en va, une autre arrive* marque une sorte de tournant ; en même temps que le mouvement ouvrier juif grandit, la critique sociale se fait plus incisive. Le titre de cette nouvelle en est aussi la conclusion, tirée par un patron juif pour expliquer qu'il ne perd pas d'argent à prêter pour l'enterrement d'un de ses ouvriers : son fils le remboursera...

Les nouvelles d'entre les deux guerres sont souvent drôles, aigres-douces, comme *Fiedke* (un Juif pas fier de l'être, se résignant à travailler pour un banquier juif, se voit refuser l'emploi convoîté *«parce qu'il y a déjà trop de Juifs dans la banque»)* ou *Moishelé et son hôtel* (une nouvelle où l'on voit apparaître de façon inattendue un certain «Leibele», autrement dit Léon Trotsky, devenu «roi de Russie» !). Quelques nouvelles évoquent les Etats-Unis, qui ne sont pas la terre promise. Le recueil présente même une nouvelle typiquement stalinienne, *Le sculpteur !*

On regrette seulement que ces nouvelles apparaissent sans lien les unes avec les autres et comme coupées de la réalité sociale. Cela tient au genre de l'anthologie : une nouvelle par auteur, et des textes s'étageant sur près d'un siècle, et peut-être au choix des textes. En effet les mouvements sociaux, les grandes polémiques politiques qui ont traversé la communauté juive d'Europe centrale ne sont évoqués dans pratiquement aucune de ces nouvelles. C'est dommage, car la plupart de ces auteurs étaient de plain-pied dans la vie sociale de leur époque et écrivaient ces nouvelles pour des journaux, pour des revues largement lues par un public populaire.

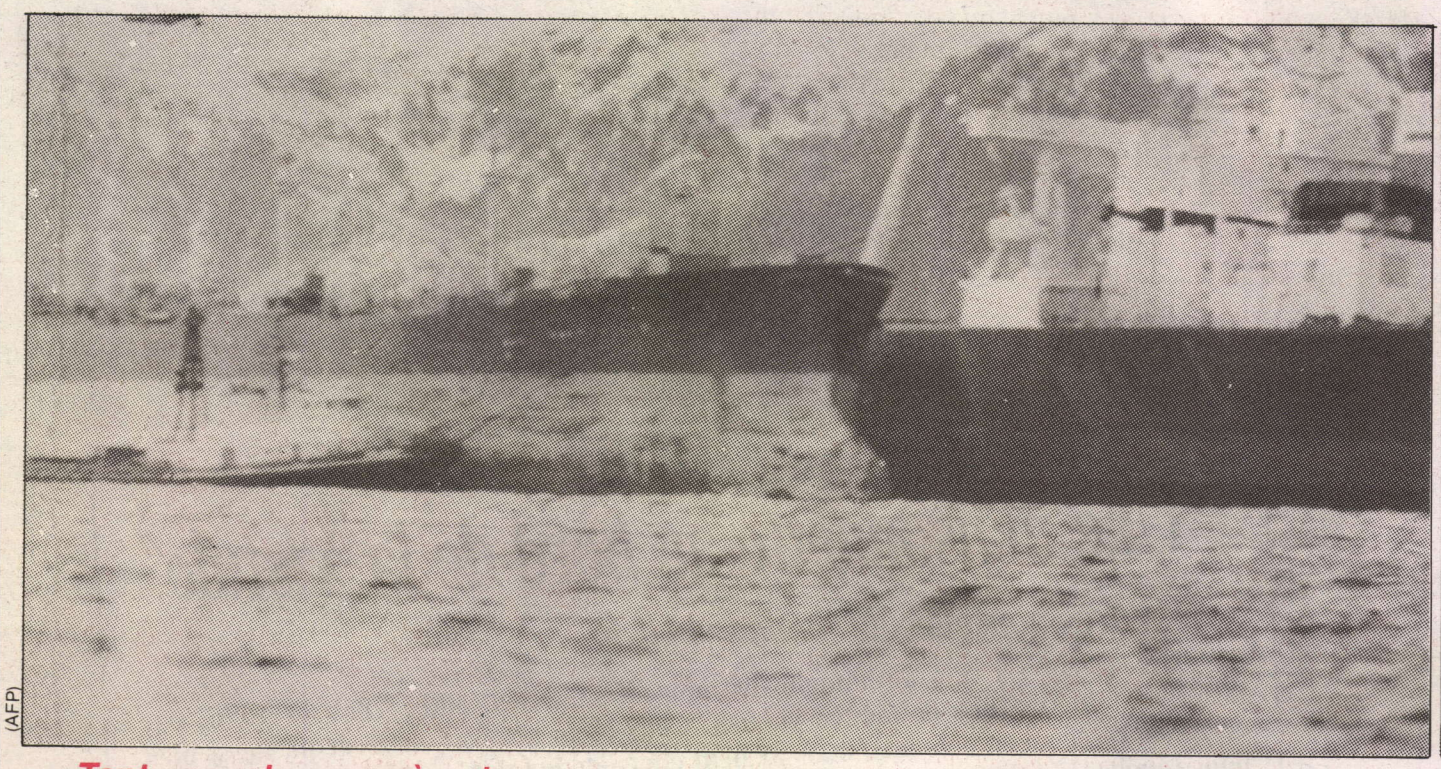
Ce sont pourtant des nouvelles de qualité décrivant, au-delà de ces Juifs et de ces communautés juives pauvres qu'elles mettent en scène, la société de leur temps ; des nouvelles peu connues et qui méritent de l'être. Et tant mieux si elles donnent envie de lire d'autres romans des mêmes auteurs, qu'on peut aisément trouver dans les bibliothèques ou les librairies, comme par exemple *Saint Petersbourg* de S. Asch, *Le royaume juif* de Lamed Shapiro, *Le manoir, Le domaine* ou *La famille Moskat* de I.B. Singer, *Les frères Askhenazi* de U.J Singer, et bien d'autres.

S.F.

Une maisonnette au bord de la Vistule et autres nouvelles du monde yiddish, *textes choisis et présentés par Rachel Ertel.* Ed. Albin Michel, 375 pages, 140 F.

L'échouage de l'«Exxon Valdez» en Alaska

LA PLANÈTE-POUBELLE



(AFP)

(AFP)

«Tant que le progrès, le développement seront basés sur le profit, nous n'arriverons à aucune sécurité, et nous continuerons à détruire la planète» : cette déclaration du commandant Cousteau, à propos de la marée noire provoquée par l'échouage de l'*Exxon Valdez* en Alaska, est on ne peut plus adéquate.

A ceci près qu'en l'occurrence ce n'est pas tant du «progrès» et du «développement» qu'il s'agit, que des gros sous des compagnies pétrolières; en fait, de celle qui est sans doute la plus puissante de toutes, la Major des Majors : la compagnie Exxon.

Depuis dix ans qu'a été ouvert l'oléoduc qui traverse l'Alaska de sa côte nord-est jusqu'au terminal du port de Valdez au sud, au fond du détroit du Prince-William, les avertissements n'ont pas manqué quant aux risques que fait courir cette exploitation pétrolière qui couvre actuellement 12% de l'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis. Le détroit en question est depuis des années décrit comme un site à hauts risques, une zone écologiquement sensible. Pour le responsable de l'environnement de l'Etat de l'Alaska, *«cette situation était le cauchemar secret de tout le monde sur ce qui risquait d'arriver avec le trafic pétrolier existant dans le détroit».*

Depuis, celui-ci a pourtant été soumis à une véritable noria de pétroliers et super-pétroliers venant charger et emporter le pétrole brut au milieu d'îlots, de blocs de glace et de récifs dangereux. L'*Exxon Valdez* n'était nullement un transport exceptionnel.

Alors, il n'y a en fait pratiquement aucune possibilité de crier à l'imprévisible, à la fatalité devant la catastrophe que l'échouage de ce navire représente : non seulement pour les intérêts des pêcheurs, mais pour la nature, la flore et la faune de la région, même s'il est encore trop tôt pour en mesurer toute l'étendue, et à supposer même qu'on en ait un jour une idée exacte.

LA RESPONSABILITÉ DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES.

Bien sûr, il y a un bouc émissaire bien commode pour Exxon, en la personne du capitaine qui n'était pas à son poste au moment fatal, parce qu'il avait paraît-il trop bu. Mais même cela était semble-t-il prévisible puisque, d'après les journaux américains, ce n'était pas la première fois que cela lui arrivait ! Et de toute façon, il est tout de même un peu court d'expliquer que tout l'équilibre écologique d'une région est menacé à cause du goût immodéré d'un capitaine pour la boisson.

L'*Exxon Valdez* avait modifié son itinéraire à cause des icebergs... pas prévisibles, ceux-ci dans ce secteur ? Et en tout cas, les itinéraires des pétroliers ne sont-ils pas fixés par les capitaines, en accord avec les gardes-côtes, en fonction de leurs impératifs, des directives données par leurs armateurs, c'est-à-dire faire vite, gagner du temps, y compris dans des zones notoirement périlleuses ?

Et puis, des super-pétroliers de plus de 300 mètres de long sont-ils vraiment adaptés à la diversité des sites, à la multiplicité des risques, aux incertitudes météorologiques ? Y a-t-il une marge de sécurité prévue pour la cargaison, au cas où ils se briseraient sur des récifs, ce qui arrive tout de même finalement assez souvent ? En d'autres termes, ces navires géants ont-ils une autre nécessité que celle de la recherche du profit maximum ?

On sait bien que non. Et la liste des «marées noires» provoquées par des accidents de ce genre, depuis le *Torrey Canyon* en 1967, le *Showa Maru* dans le détroit de Malacca en 1975, l'*Olympic Bravery* au large d'Ouessant en 1976, sans oublier l'*Amoco Cadiz* qui a battu les records en mars 1978, en déversant quelque 230 000 tonnes de pétrole sur les côtes nord de la Bretagne, sans parler de toute une série d'autres qui ont fait moins de dégâts (ou des dégâts moins connus), cette longue liste est là pour rappeler que le danger ne constitue pas une nouveauté.

De multiples cris d'alarme ont été poussés depuis vingt ans. Quelques mesures de réglementation, quelques procédures d'indemnisation ont suivi, en Europe en tout cas. Mais rien n'a réellement été modifié.

LES POLLUEURS NE SONT PAS LES PAYEURS.

A propos de l'*Exxon Valdez*, la lenteur des opérations de secours ajoute à l'indignation en Alaska. Et on le comprend d'autant plus que les compagnies pétrolières ont su, il n'y a pas si longtemps, à l'automne 1988, faire étalage de la puissance de leurs moyens techniques pour secourir trois baleines prises dans les glaces. Il est vrai que là, il s'agissait pour elles de se faire de la publicité !

En Alaska, on n'en est pas (ou pas encore) à voir les soldats et les bénévoles nettoyer des rochers au râteau et à la petite cuiller, comme à Portsall en Bretagne en 1978. Mais il n'empêche : Exxon devait en principe fournir, en cas de pollution, 7 navires de pompage du pétrole dans un délai de 5 heures. Il lui a fallu 24 heures pour en fournir ...deux. Et on n'en finit plus d'invoquer des difficultés, soi-disant imprévisibles elles aussi.

D'abord, la mer était trop calme et trop froide (imprévisible ?) pour que les produits chimiques en principe destinés à disperser la nappe de pétrole soient efficaces. Puis ça a été le contraire : trop de vent, de la tempête, donc pas moyen de pomper la nappe, les barrages flottants dérivent...

Exxon finira peut-être par débourser pour payer les dégâts (dans combien d'années ?) Mais on peut être sûr que, comme dans le cas de l'Amoco vis-à-vis des communes bretonnes, ce ne sera pour elle que l'équivalent d'une poignée de dollars dans la mer (noire) de ses profits. Et ce ne sera pas l'administration américaine qui prendra contre elle des mesures réellement contraignantes.

Les Majors peuvent impunément continuer à dévaster la planète avec leurs «caisses à savon», comme dit le commandant Cousteau. Il ne leur reste plus guère que l'Antarctique à polluer. Et l'exploitation de son sous-sol va peut-être être à son tour ouverte à leur avidité...

Christiane LE GUERN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995